

L'identité de l'Europe

Vers une refondation

Philippe Herzog



Essai pour la King's College Commission

Paris- Mai 2016



L'identité de l'Europe **Vers une refondation**

Philippe Herzog



INTRODUCTION

1 – L'HISTOIRE BRISEE

L'Europe a toujours été en quête de l'unité

L'Europe a toujours voulu partager des valeurs

Oubli, aveuglement, déni

Une renaissance inachevée

2 – PARALYSES ENTRE PASSE ET FUTUR

Crise de l'Etat, repli sur la nation et crise identitaire

Des fondations mal assurées

L'Europe sous les chocs de la mondialisation

Crise de la civilisation des Lumières

3 – FENETRES SUR UNE AUTRE EUROPE

Valeurs et engagements renouvelés

Un cadre démocratique plurinationnel et communautaire

Une Union politique différenciée

Réinvention de l'éducation, du travail et du régime de croissance

Transformation du rapport public-privé et du capitalisme en Europe

Une Europe ouverte et puissante pour une mondialisation pacifique

CONCLUSION

*Time present and time past
Are both perhaps present in time future,
And time future contained in time past.*

T. S. Eliot, 1944.

INTRODUCTION

L'Europe est menacée de décomposition. L'âme, l'esprit et le corps sont touchés. Des Européens convaincus et militants n'y croient plus. Les dirigeants essaient de colmater les plaies, ils réparent des organes, mais des mutations extraordinaires les dépassent. Ce qui est en jeu, c'est une nouvelle civilisation et une nouvelle organisation. Le besoin de régénérer notre identité est vital, c'est-à-dire ce qui nous unit par-delà les divisions et notre capacité d'agir ensemble pour porter des projets. La question des valeurs redevient fondamentale. Cette prise de conscience pourrait s'inspirer du tryptique de Platon qui appelait à « *prendre soin de l'âme* » : l'homme doit apprendre à vivre sa vie de façon digne et juste, la Cité doit être organisée pour le bien commun, et nous devons nous doter d'une vision du monde, nous situer dans un Tout, dont nous ne sommes qu'une partie. L'Europe ne peut prendre un nouveau départ qu'en accomplissant une métamorphose de pensée et d'action.

Je dois être prédisposé à y croire. Mon grand-père paternel, croate de souche juive, devenu protestant, était épris des Lumières. Je garde de lui un carnet

rempli de citations en six langues. Co-fondateur d'un parti démocrate et premier traducteur de Tolstoï en son pays, il a fini à Auschwitz comme plusieurs de ses proches. Mon père, immigré en France et inventeur d'aciers spéciaux, a donné à ses fils le culte de la Science. Ma mère, de racines populaires dans la France du Nord, nous ramène au concret de la société. Je me nourris très jeune de littérature européenne, notamment de langue anglaise, et ma première femme, mère de mes enfants, sera britannique. Ma deuxième femme, lorraine surnommée « La Jeanne d'Arc de l'Europe autrement », a animé avec moi l'association Confrontations Europe près de 25 ans, nous donnant à rencontrer les autres Européens, puis elle a créé avec bonheur Les Entretiens Eurafricains. J'ai été longtemps un dirigeant communiste, un intellectuel qui a cheminé avec le parti ouvrier ; eurocommuniste, car pour moi le bolchevisme n'était en rien source d'inspiration. Professeur d'économie à l'Université, j'ai longtemps été aussi parlementaire européen, puis conseiller à la Commission. J'ai connu et aimé la diversité culturelle, et mes amis sont de différents bords politiques. On ne naît pas Européen, on le devient. Tous ceux qui n'ont pas la chance de vivre des relations et des projets traversant les frontières ont un handicap ; il faut créer les conditions pour qu'ils puissent le faire.

L'identité de l'Europe a été très forte. L'historien Lucien Febvre, co-fondateur de l'École des Annales, demandait à ses élèves : « *chez quel auteur connu trouvons-nous l'Europe comme une réalité vivante ? Comme une solidarité, comme une société de nations européennes ?* ». Il répond : chez Philippe de Commines, chroniqueur et conseiller du roi Louis IX, qui se vantait en 1277 d' « *avoir vu et connu la meilleure part de l'Europe* ». Plus tard, Jean-Jacques Rousseau, autre grand voyageur, s'exclamait en 1772 dans le but de propager les Lumières : « *Il n'y a plus aujourd'hui de Français, d'Allemands, d'Espagnols, d'Anglais même, quoiqu'on en dise ; il n'y a plus que des Européens* ». C'était une famille en dépit de toutes les guerres qui l'ont ravagée. Dans son discours mémorable du 19 septembre 1946, Winston Churchill appelait à sa renaissance. S'adressant aux Européens, il leur a dit : « *I wish to speak to you today about*

the tragedy of Europe... There is a remedy which, if it were generally and spontaneously adopted by the great majority of people in many lands, would as if by a miracle transform the whole scene... What is this sovereign remedy? It is to re-create the European Family, as much of it as we can, and to provide it with a structure under which it can dwell in peace, in safety and in freedom. We must build a kind of United States of Europe ».

La famille qui inspirait Churchill était celle des princes et des intellectuels. Les peuples n'ont jamais exercé eux-mêmes « le pouvoir », et leurs sociétés ont incarné leur unité dans des nations. L'Europe des Lumières a créé une démocratie fondée sur la représentation élue et sur la souveraineté des Etats. Leurs rivalités et guerres incessantes ont fini par ruiner la civilisation au XX^{ème} siècle.

On sous-estime combien il a fallu mobiliser de foi, de courage et de persévérance pour que l'Europe renaisse après les deux guerres mondiales par la création d'une communauté pacifique. C'est déjà loin ; au XXI^{ème} siècle, l'Europe n'est plus qu'une province du monde et l'Etat-nation est enveloppé par une Union faible et inaccomplie. Nous sommes paralysés entre le passé et le futur. La perte de confiance en nous-mêmes plonge ses racines dans des carences éthiques et cognitives majeures. Le besoin d'identité s'exprime mais il ne trouve pas de réponse satisfaisante. Le nihilisme et le relativisme ont rongé la culture européenne ; nos sociétés sont victimes d'une déculturation. Les replis sur l'identité nationale ne sont ni heureux ni glorieux. Commémorations et musées ne raniment pas la flamme, et faire appel à la grandeur du passé européen n'embrase pas les foules. Nous nous trouvons dans la situation du Baron de Münchhausen qui, tombé dans un marais, essayait de s'en extirper en se tirant par les cheveux.

« *Contemporain est celui qui reçoit en plein visage le faisceau des ténèbres qui provient de son temps* », écrit Giorgio Agamben. Beaucoup ont le sentiment d'être impuissants dans une « nef des fous » alors que le temps s'accélère. Mais prenons notre inspiration chez Jorge Luis Borges : « *Time is a river which carries*

me along, but I am the river ; it is a tiger that devours me, but I am the tiger... ».
Avec Emmanuel Levinas, comprenons aussi que « *Le temps, c'est l'autre* » ; avec Albert Camus que le « je » est un « nous ».

L'Europe est un phénix qui, à plusieurs reprises, a su renaître de ses cendres. *This time is different*, mais l'avenir n'est pas écrit d'avance. Surtout ne dissociions pas le projet de renaissance culturelle du projet d'action politique et d'organisation : l'un ne peut réussir sans l'autre. Et si ce travail est une affaire de longue période, de générations, c'est face à chaque événement présent, à chaque problème d'aujourd'hui qu'il peut s'accomplir.

De Saint Augustin à T.S. Eliot, de grands hommes nous ont demandé de réfléchir à ce qu'est le temps. Il n'y a ni passé, ni présent ni futur, tout est présent dans la conscience et la vie : le présent du passé, le présent-présent, et le présent du futur. Ce message m'inspire une méthode pour cerner le nouveau défi de l'identité européenne. La reconquête du temps et de l'espace est notre horizon, elle commence maintenant.

1

L'HISTOIRE BRISEE

L'identité d'une nation et celle de l'Europe reposent sur le sentiment d'être semblables et unis en pensée. « *Cette ressemblance était une identité qui me donnait le frisson* », écrit Baudelaire. Les sociétés européennes ont éprouvé le besoin de se reconnaître comme un tout et elles ont partagé une civilisation : le christianisme a inventé une culture d'égale dignité de la personne, de foi en la vie et de capacité d'amour ; puis les Lumières ont inventé la citoyenneté dans une Cité où la liberté peut se conjuguer avec la recherche d'un bien commun ; enfin vint l'affirmation par chacun de son identité et l'exigence contemporaine d'être reconnu pour ce qu'on est.

Cette identité a été une histoire en mouvement, un modèle à réaliser. Les Européens en avaient conscience, le monde extérieur aussi. Cette conscience s'estompe aujourd'hui. Des aspects fondamentaux sont oubliés, déformés ou révoqués, ainsi le travail qui a été nécessaire pour s'acculturer, transcender les chaos et les guerres en s'unissant, semble perdu de vue. Mais on ne se débarrasse pas du passé pour autant. Nous devons nous le réapproprier de façon critique.

Quand l'Europe n'est plus qu'une province du monde, continuer à faire l'histoire semble hors de portée. Renoncer à le vouloir est la voie du déclin. Mais si l'on veut prendre un nouveau départ, revisiter notre passé est nécessaire pour nous éclairer et faire autrement. Aujourd'hui notre culture du passé est un écran plein de légendes ou de détestations nationales, de jugements aussi péremptaires que biaisés, qui font partie de notre identité présente et qui obturent notre avenir plus souvent qu'ils ne l'inspirent.

L'Europe a toujours été en quête de l'unité

L'histoire de l'Europe est celle du combat pour l'unité dans la diversité. De nombreux peuples ont vécu une histoire commune faite de liens et de violences multiples, alors qu'ils cherchaient à faire face à des questions existentielles ancestrales : la sécurité, le bien-être, le sens de la vie. Le savons-nous ? Marc Bloch, co-fondateur avec Lucien Febvre des Annales, déclarait : « *il n'y a pas d'histoire de France, il n'y a qu'une histoire de l'Europe* ».

L'unité a fait l'objet d'ambitions de puissance de dimension impériale : Charlemagne, Napoléon, Hitler... Mais à l'inverse elle a été l'objet aussi d'une quête spirituelle et politique pour retrouver la paix et éprouver notre commune humanité. Typiquement le besoin d'unité rebondissait au cœur même des traumatismes. Toujours « une solidarité du front » s'exprimait, si ténue soit-elle.

L'Europe surgit dans la longue phase de décomposition de l'Empire romain et du monde antique. Constantin marie l'Empire et l'Eglise chrétienne, alliance qui a permis au pouvoir temporel de se légitimer et à l'Eglise d'installer son pouvoir spirituel. L'Empire se brise dès 476, mais les « barbares » épousent la civilisation et la régénèrent, tout en portant la volonté de reconstituer l'ordre impérial. Le Saint Empire romain germanique ne fut qu'une entente entre princes ; il n'a pas recréé un pouvoir central et sa rivalité avec la Papauté est séculaire. Le couple christianisme et Empire se fracture définitivement à partir du XV^{ème} siècle. L'historien Maurice Keen rappelle que le christianisme se divise alors entre

Réforme protestante et Réforme catholique ; l'Espagne bâtit son Empire, qui est éloigné de Rome ; Constantinople chute en 1453 et l'Empire Ottoman fait sa percée, introduisant dans les Balkans une présence musulmane durable.

Le rapport de l'Europe au monde « extérieur », et le monde lui-même, ont été révolutionnés en cette même période par les Espagnols et les Portugais. Serge Gruzinski donne à voir cette dimension de l'histoire globale de la Renaissance, une autre modernité qui ne passait ni par l'Etat-nation ni par Descartes. Elle doit tout aux passeurs et aux rapprochements, elle a transformé des pans entiers du monde, et mis en évidence l'« imposture territoriale » (*territorial fallacy*) sur laquelle tant de sociétés se sont édifiées. Le cinéaste Manoel de Oliveira l'a bien compris, qui, dans son film « Non, ou la vaine gloire de commander », fait dire à ses personnages que la grandeur du Portugal n'est pas celle de ses rois mais de ses marins. Avec la première mondialisation, ils ont ouvert la conscience d'une Europe qui était introvertie. En même temps la démesure de l'Occident a révélé sa face noire. On ne peut qu'être stupéfait à découvrir la folie et l'horreur du génocide opéré par Cortes au Mexique et l'acharnement d'une poignée d'hommes à vouloir conquérir la Chine. Là ils se sont heurtés à un mur et ils ont été dûment refoulés. La redéfinition de l'espace mondial par l'Occident s'est accompagnée de la consolidation de la puissance des grands Etats européens. Elle a aussi accentué la coupure entre l'Europe chrétienne et le monde musulman, entre l'Occident et l'Orient.

Après que la guerre de Trente ans ait dévasté l'Allemagne (un tiers de sa population périt), le Traité de Westphalie inaugure une époque nouvelle en 1648. C'est la défaite définitive de l'Empire, le prince ou le roi est désormais le maître absolu sur son territoire et du choix de la religion du royaume : « *cujus regio, ejus religio* ». La France et la Grande-Bretagne sont les premières à bâtir de grands Etats puissants ; et un « concert » précaire des nations s'établit dans la grande famille des princes et des rois en même temps que naît un premier droit international.

La guerre qui embrase aujourd'hui le Moyen-Orient peut être comparée à celle de Trente ans, en ce sens que se jouent des conflits de pouvoirs au sein des Etats et entre eux, avec leurs dimensions religieuses. Le politique instrumentalise et exacerbe le religieux, tout en lui assignant sa place. L'Etat islamique iranien fusionne les deux et des groupes locaux radicalisent le religieux pour servir leurs propres ambitions de pouvoir. Daech mobilise les esprits autour de l'image d'un retour au Califat des origines mais ce n'est qu'une des dimensions de la guerre. Des décennies de conflits sont à surmonter pour bâtir une paix durable. Le Moyen-Orient, aux prises entre nationalismes et panarabisme, n'a pas inventé une démocratie moderne et une République laïque où le conflit entre le politique et le religieux se règle pacifiquement.

La démocratie européenne a commencé à émerger dès la pré-renaissance du XII^{ème} siècle, comme le fruit conjugué de plusieurs mouvements : les luttes rurales et urbaines en Europe Centrale et Occidentale ; les compromis entre l'Etat et la société civile, notamment en Espagne pour combattre les maures ; et la révolution grégorienne. Après que le Pape ait conduit l'Empereur à Canossa, toute l'Europe comprit qu'un Prince est destituable s'il est un dictateur. John Keane restitue cela dans sa grande œuvre *The life and death of democracy*. Les Révolutions anglaise et française ont ensuite donné à la démocratie sa forme moderne du gouvernement représentatif. La France a marié la violence et le sacré, la terreur et la raison, et dans la foulée repris l'ambition d'Empire avec Napoléon. La légende veut que cette révolution ait été synonyme de ferveur et de gloire, mais l'historien antifasciste Guglielmo Ferrero montre qu'elle a aussi semé la peur dans toute l'Europe. Le Traité de Vienne de 1815 restaure l'ancien régime, ce qui permet de retrouver une paix précaire pour quelques décennies. Si, grâce à la diplomatie de Talleyrand et à l'appui du tsar Alexandre son ami, la France n'a pas été dépeçée bien que vaincue, la Pologne par contre a été livrée à la Russie.

Pour les Européens, les autres peuples étaient des barbares. Je ne m'étends pas

sur les horreurs de l'esclavagisme et du colonialisme. Le combat pour en sortir mit beaucoup de temps à aboutir. Dans *Anthropology of politics*, Joan Vincent montre à quel point toute la philosophie politique occidentale a alors été bousculée et contrainte à autocritique.

Le Comte Claude Henri de Rouvroy de Saint Simon (né d'une famille remontant à Charlemagne !) proposait en 1814 la création d'une Union politique européenne avec un Parlement, faisant appel à l'initiative de la France et de la Grande-Bretagne. Anticipant la bataille en Allemagne pour l'unité, et craignant qu'elle ne reproduise les violences révolutionnaires britanniques et françaises, il voulait en prévenir les risques en plaçant les Allemands dans une structure d'entente européenne. Peu avant, Emmanuel Kant souhaitait aussi engendrer une « paix perpétuelle » par la création d'institutions communes fondées sur le droit. Ce fut au contraire la flambée des nationalismes et de leurs violences, finissant par déclencher l'immense boucherie qu'a été la guerre de 1914-1918. Comment ne pas saluer Keynes qui, dénonçant le fardeau imposé par le Traité de Versailles aux Allemands vaincus et jetés dans la misère, proposait d'établir une coopération économique en Europe ? Le même Keynes anticipait les développements de la révolution en Russie, et au lieu d'antagoniser ce pays, il voulait là encore préserver la paix en développant des liens de coopération ; mettre l'inventivité du capitalisme au service du développement de la Russie. Au contraire, la flambée des nationalismes s'est poursuivie, et les fascismes ont provoqué la Seconde Guerre mondiale ; l'Europe a connu deux totalitarismes puis s'est divisée en deux blocs antagonistes. Elle en sort en 1989, mais en dépit des retrouvailles dans l'Union européenne, les cassures ne sont pas encore résorbées.

L'Europe a toujours voulu partager des valeurs

« *L'Europe est la marche de la vie vers plus loin qu'elle-même* » écrit Hegel. Pour lui il s'agissait de la vie de l'Esprit, et l'Etat moderne était un aboutissement. Remontons dans le temps.

Dans le monde entier, les religions ont été l'origine de la culture, puis des philosophies sont apparues. Sur notre continent, ce fut en Grèce. Jan Patočka a montré combien l'Europe doit à Platon. Les trois religions monothéistes se sont greffées sur la pensée grecque, et renouvelant les valeurs en tension entre foi et raison, elles les ont transformées par des messages révolutionnaires qui ont touché la conscience de chacun.

C'est par Saint Paul que la révolution éthique et spirituelle gagne l'Europe, dans une visée de Communauté universelle fondée sur l'exemple et l'esprit de Jésus-Christ. Celui-ci nous dit que la vie est une valeur et que Dieu est bon, que les ressources de l'homme ne sont pas réductibles à l'obéissance à la loi ; il proclame la dignité de chaque personne, son égalité devant Dieu et que nous sommes tous frères. Il demande d'accueillir l'étranger, valorise le don et la charité, propose l'amour inconditionnel envers autrui, et il dit que celui qui a été abaissé sera relevé. L'Église a transmis le message, non sans le dogmatiser et le contredire par ses actes, mais ce qui importe est de comprendre pourquoi il a fait sens. Paul Veyne offre des éclairages remarquables sur les débuts du christianisme. André Vauchez montre qu'ensuite dans le « Moyen-âge » occidental, les populations européennes ont d'abord reçu le message en se soumettant à la parole des pouvoirs établis, puis une spiritualité populaire a émergé massivement au-delà du premier millénaire. Moines et intellectuels, scientifiques et philosophes ont renouvelé, chacun à leur façon, en dialogue et en conflit, les « valeurs transcendantales » que sont l'unité, la vérité et le bien. Parallèlement, une multiplicité d'idées et d'aventures millénaristes a fleuri. Des utopies politiques voulant changer la vie sur Terre et bâtir la Cité selon le bien se sont toutes terminées dans la violence.

Toute culture doit être contextualisée en son temps, elle évolue avec ce qu'en font les sociétés, elle leur est consubstantielle. On a pu dire que le christianisme est la religion de la sortie des religions. En effet, il demande à l'homme de trouver en lui les ressources pour choisir sa vie et vaincre le mal et la misère par lui-même en créant des liens de fraternité avec autrui.

Dostoïevski, esprit religieux mystique, a présenté une fiction riche et prophétique, *la Légende du grand Inquisiteur*, où Jésus revient, mais il se tait quand le dictateur l'interpelle et il lui lance un baiser : il n'a rien à ajouter à son message. Anticipant les dégâts des totalitarismes, le grand écrivain montre qu'on ne fera pas le bonheur des peuples par la soumission. René Girard a proposé une lecture anthropologique et non plus théologique du message chrétien, où il donne à voir la novation qu'est la reconnaissance de la victime et le refus du sacrifice humain, ouvrant la voie à l'introspection éthique et à la non-violence. L'Église n'a pas le monopole du message chrétien, et elle a quelque peu manqué son rendez-vous avec la modernité en se compromettant dans des luttes de pouvoir. Aujourd'hui, elle a de nouveau rendez-vous avec l'histoire, comme le Pape François l'a bien compris.

Les Lumières ont changé la donne en sécularisant la vie de l'esprit et les valeurs. Elles sont plurielles, ne l'oublions pas. *L'enlightment* britannique a eu le mérite d'associer la philosophie politique et l'économie politique, et il a distingué la société civile de l'Etat en valorisant la liberté d'entreprendre. Un peu plus tard, explorant la création des Etats-Unis d'Amérique, Tocqueville soulignait que le fondement de la démocratie, c'est l'association. Au contraire, la Révolution française ne voulait rien voir entre l'individu et l'Etat. Et le cartésianisme de l'ego avait véhiculé une image de l'individu conçu comme une monade, oblitérant complètement son rapport à autrui. Hobbes a bien compris que l'Etat devenait le garant de la sécurité du peuple ; et désormais, c'est dans l'espace public constitutionnel intérieur que l'on veut construire l'être ensemble. La nation a incarné l'unité de la société, bien que Montesquieu ait relativisé l'identité nationale (« *je ne suis français que par hasard* »), dénoncé le nationalisme et, comme Kant, prôné une citoyenneté du monde. L'Etat de droit et l'unité du peuple exprimée dans sa Constitution ont été érigés bien avant Fukuyama comme l'apogée de la vie de l'esprit.

La République moderne n'est pas la fin de l'histoire, d'autant plus que le peuple

est une fiction. La participation effective du peuple ne se confond pas avec la représentation et elle exige un travail sur les valeurs et les responsabilités, les compétences et les solidarités, aujourd'hui insuffisant ou négligé. La « démocratie d'opinion » signifie plus le délitement de l'autorité des pouvoirs publics qu'un progrès. Certes la République moderne a forgé dans un espace laïc ses propres valeurs fondatrices : liberté, égalité, fraternité. Elles participent de l'identité nationale et se veulent aussi universelles. Mais, faute de valeurs d'altérité et de participation, elles montrent leurs limites. Et si la République a désacralisé la religion tout en voulant réinventer la figure du sacré, elle a légitimé la violence contre ses « ennemis ». La liberté sans culture de responsabilité, l'égalité formelle démentie par les inégalités réelles, la fraternité jamais réellement réalisée, cela indique aujourd'hui une crise des Lumières et de leurs incarnations. Les illusions de Jean-Jacques Rousseau et de Victor Hugo pour lesquels les peuples vivraient durablement en paix et en fraternité si l'Europe était constituée d'Etats conçus dans l'esprit des Lumières, ne résistent pas à l'expérience. La démocratie est toujours affirmée aujourd'hui comme une valeur majeure de l'Europe, mais elle dépérit, elle est en obligation de se renouveler.

Le jeune Marx avait amorcé en son temps une critique profonde de l'ordre issu des Lumières quand il dénonçait les illusions de la démocratie formelle. De lui date la conscience que l'émancipation humaine imposera une transformation du système économique fondé sur la subordination au travail et la division des classes. Il a repris l'idéal d'auto-détermination des peuples mentionné aussi par Tocqueville. Mais le « communisme réel » a misé sur l'antagonisme des classes et la dictature du prolétariat, et bientôt sur le nationalisme, renouant avec des conceptions primitives du pouvoir fondées sur la force et la dictature. Marx a pu lui-même être accusé par Bakounine de vouloir imposer une dictature de la science de l'histoire. Pour autant la révolution socialiste a nourri le grand espoir du XXème siècle, et elle a porté fruit dans la formation de l'Etat social, qui sera conçu comme un Etat-providence. Pour tous ceux qui ressentent le besoin d'une pensée historique du long terme pour faire face aux mutations du présent, la

pensée marxiste est précieuse. Il est stupide de l'ostraciser, comme c'est le cas actuellement en Europe, elle doit être renouvelée et métissée avec d'autres. Il n'est pas exclu que l'idée communiste se transforme radicalement pour renaître.

Dans une méditation très riche sur le texte de Nietzsche *Dieu est mort*, Heidegger montre qu'il annonçait la fin de la métaphysique occidentale. Alors l'homme choisit lui-même ses valeurs, et la volonté de puissance prend le dessus sur tout autre, devient valeur première. Le philosophe espérait l'émergence d'un homme nouveau capable de répondre aux impératifs ancestraux de la reproduction et du développement. Mais l'incarnation de la puissance par l'Etat, et l'adhésion des sociétés à l'appel du patriotisme et du nationalisme, ont plongé l'Europe dans la guerre extrême et la faillite de la civilisation. Il faut revoir le film de Joseph Losey, « King and Country », pour bien comprendre à quel point l'individu a été broyé par la Raison d'Etat, et la mutation qu'a représentée ensuite la formation d'une Communauté européenne. Elle a assujéti chaque Etat au respect de droits fondamentaux, et elle veut résoudre les conflits par le dialogue et l'entente au sein d'institutions communes.

Nous n'avons pas encore tout à fait compris qu'Hitler a été un produit de notre histoire. C'est « *notre Hitler* », montrait le cinéaste Zylberberg dans un film en 1977. Chevalier de l'Apocalypse, il a poussé l'autodestruction de notre culture jusqu'à son terme. Fruit de frustrations et de nationalismes exacerbés dans la chute des Empires austro-hongrois et ottoman, et de l'humiliation de la défaite allemande après la Première Guerre mondiale, le désir d'une pure violence a gagné les esprits. Hitler portait un rejet radical de la culture judéo-chrétienne. En ce sens l'antisémitisme ne doit pas être confondu avec le « racisme », un mot qui devient valise, ce qui nourrit l'incompréhension des différences. L'antisémitisme est le produit central de notre culture du bouc émissaire et du nihilisme. Nietzsche, critique de l'enfermement spirituel et de l'exclusivité de la culture européenne, dénonçait lui-même l'auto-admiration et l'arrogance indécentes de l'Allemagne de son temps. Loin de renoncer à la quête de l'unité de l'Europe, il

espérait un nouveau départ : « *L'Europe veut être une... Son âme y aspire... Vers où ? Une nouvelle lumière ? Un nouveau soleil ?* ».

Oubli, aveuglement, déni

Tony Judt déplore que le XX^{ème} siècle soit léger dans la conscience de nos contemporains, alors que ceux du XIX^{ème} étaient obsédés par les transformations révolutionnaires françaises. Devenus pacifistes, nous avons oublié le pourquoi des guerres d'hier et nous ne comprenons pas la nature de celles d'aujourd'hui, nous avons aussi perdu de vue l'interrogation morale. Hannah Arendt disait que le problème du mal serait la question fondamentale de la vie intellectuelle après les deux guerres mondiales. Et bien non, aujourd'hui « *nous avons banalisé le concept* », « nous ne savons qu'en faire », écrit Judt.

Nous avons oublié aussi que le XX^{ème} siècle a connu l'essor et la chute de l'Etat, or le consensus national s'est renoué sur le fait que l'Etat moderne pouvait être à la fois un Etat protecteur et un Etat-providence. Et tandis que les héritages politiques ont perdu leur signification, un libéralisme désabusé et libertaire n'appréhende pas les fondements d'une véritable démocratie. On peut parler de l'insoutenable légèreté de l'idéologie de la liberté.

L'oubli ne va donc pas sans aveuglement, c'est le thème du dernier livre de l'historien Marc Ferro. Il rappelle que les Européens n'ont ni anticipé ni voulu voir la montée du nazisme, pas plus que mai 1968 et la chute du communisme. Il attribue cela à une vision occidentaliste de l'histoire qui inflige de véritables œillères : on veut que l'histoire procède de la façon que l'on souhaite ; et l'on croit, faute de réflexion, que celle des autres suit le même cours que la nôtre. Le déni consiste à se dispenser de l'effort d'altérité : ceci est au cœur de la réflexion que je propose ici sur la crise d'identité !

Ce déni est nourri par la surdité des nationalismes et par l'indifférence à la souffrance d'autrui. Stanley Cohen, auteur de *States of denial*, a vécu l'Afrique

du Sud sous l'apartheid, et plus tard l'Intifada en Israël. Il déplore que la sagesse et la volonté d'agir ne soient plus des obligations morales, et que l'on refuse les fardeaux du devoir. La « déconstruction » intellectuelle et le « relativisme » éthique ont corrodé le cœur des valeurs. Certes, le champ de la compassion et de la tolérance s'est élargi, mais chaque événement chassant l'autre dans nos systèmes d'information, l'émotion est fugitive, nous sommes submergés et « on n'y peut rien ». Le déni et la perte d'unité vont de pair. Méditons ce qu'en dit Cohen : « *It only makes sense to see denial as a problem if we retain the modernist assumption of unity. The post-modern self, by contrast, is fragmented and accepts fragmentation.* »

En effet, la valeur transcendante de l'unité ne se distingue pas de la recherche d'une conscience commune et d'un bien commun de l'humanité. Ce qui doit conduire à remettre en cause la conception de la souveraineté de l'Etat-nation.

Il faut aussi se soucier de notre rapport à la vérité. La science a eu un rôle majeur dans la recherche de la vérité, il fut un temps où elle était l'objet d'une véritable religion. Elle a été accaparée par la formidable création technologique, et les sciences sociales ont été très imprégnées par les idéologies nationales, souligne Ulrich Beck, qui y voit un obstacle à l'émergence d'un « cosmopolitisme normatif ». Mais la science ne pourra jamais saisir à elle seule toute la vie de l'esprit et la réalité du monde, et l'appropriation par l'homme de ses fruits implique toujours la mise en œuvre de ressources éthiques et relationnelles qui relèvent de la confiance envers autrui et donc d'une foi.

L'art, qui fait émerger la beauté du monde et de l'homme, est aussi un combat pour l'éclosion de la vérité, et ce n'est pas seulement un imaginaire, souligne Heidegger. La connaissance doit puiser dans toutes ces sources d'inspiration, c'est un devoir éthique pour tous ceux qui veulent, non seulement agir, mais aussi assumer les conséquences de leurs actes.

Comment ne pas déplorer une certaine faillite de nos systèmes éducatifs et plus

précisément de leurs contenus scolaires ? L'histoire est enseignée en morceaux et brisée. L'éthique de l'histoire, qui est devoir de participation, n'est plus enseignée. La connaissance est coupée de la relation à l'autre et de l'action. Le philosophe chinois Wang Yang-Min - celui-là même qui fit écho à St Paul en 1519 : « *Le monde est une famille et nous sommes tous frères* » - a écrit également : « *To know and not to act is not to know* ». Or, le devoir de partager des valeurs et de co-construire notre histoire, ça n'est plus nous ! Nous promenons nos enfants dans les musées et les mémoriaux ; chacun choisit ses propres repères dans le passé, chacun porte à sa façon jugement sur lui, peut rayer ce qu'il n'aime pas, comme dans un fast food. Chacun rêve aussi de réécrire ses origines à sa façon, comme dans le film « Terminator ».

Une renaissance inachevée

Il y a deux sortes de récits de la création de la Communauté européenne après 1945 : pour les uns, les Américains ont imposé aux Européens de se réconcilier, de coopérer et de s'entendre. Pour d'autres, comme Robert Schuman, cette création prenait source dans une spiritualité vivante en Europe ; rendez-vous à Scy-Chazelles près de Metz, discrète résidence de Schuman, pour en prendre conscience. On doit conjuguer ces deux vues. Qu'il s'agisse du christianisme ou des Lumières kantienne, la création de la Communauté a concrétisé une utopie qui a inspiré des générations d'Européens épris de paix et d'humanisme. Les valeurs du pardon et de la promesse ont été mobilisées : le pardon pour se réconcilier ; la promesse, qui repose sur la confiance dans l'autre, pour réaliser la paix et la prospérité. Cela n'allait pas de soi. Dans une rencontre organisée à Caux en Suisse en 1947, 600 personnes, dont 150 Allemands, ont entrepris de dialoguer. Après des nuits de conflit intérieur, une jeune résistante française, Irène Laure, a accepté l'invitation et est venue leur dire : « *je vous demande pardon pour ma haine* ». Ceci scelle la défaite du nazisme !

En 1957, les Etats signataires du Traité de Rome ont exclu l'éducation comme domaine de compétence de la Communauté. Quelle faute ! C'est nous enfermer

dans nos œillères mentales nationales, et cela me fait penser aux réserves d'Indiens en Amérique. Le manque d'effort pour comprendre l'autre, pour susciter le désir même de le découvrir, est criant. Restée affaire d'élites issues des générations de guerre, l'Union européenne n'a pas fait l'objet d'un effort conséquent de conscientisation et d'engagement populaires. C'est pourquoi aujourd'hui la Communauté fait souvent figure de bouc émissaire, décriée comme l'Europe du capital, de la bureaucratie, qui démolit notre sacro-saint national !

A cet égard, l'histoire des élargissements de l'Union mérite une investigation vigoureusement critique. Ils ont été soutenus par le Royaume-Uni, qui y voyait l'extension de l'Occident et du marché. Ils ne l'ont pas été en France, où celui de 2004 est encore accusé de miner l'Union, une Union fantasmée comme la reproduction de nous-mêmes. La Communauté européenne n'a pourtant pas été construite pour satisfaire l'image de chacun, mais au contraire pour unir des peuples différents. La méconnaissance d'autrui, les mémoires qui divisent sont des failles majeures de l'Europe d'aujourd'hui.

En Grande-Bretagne, le message de Churchill est oublié. Pourtant l'identité du Royaume-Uni n'est plus depuis longtemps celle de sa domination sur le monde ; et il n'a jamais voyagé en solitaire, toujours il a dû penser et bâtir son rapport avec le continent. Je pense comme Philip Stephens, journaliste au F.T., que la sortie du Royaume-Uni de l'Union serait pour lui beaucoup plus qu'un repli utilitariste, une perte d'identité dans le monde ; et pour l'Europe, un profond rétrécissement. Contrairement à une très grande majorité de Français, dont beaucoup refusent toute autocritique, je pense que ce serait le début de la fin de l'idée européenne.

La France n'a jamais compris l'Europe autrement que comme une projection de sa grandeur. Dans un pays en déclin depuis 1870, le général de Gaulle a un moment offert à son peuple l'image d'une réhabilitation provisoire, et le communisme et la gauche ont porté la bannière de la Révolution. La France connaît une crise d'identité. Elle reste européenne mais divisée entre l'adhésion

(majoritaire) et l'hostilité (accrue) à l'Union. Sa conception de l'égalité est en cause : elle repose sur l'indifférenciation – « *nous sommes tous pareils* » –, et le culte de son Etat social. Elle s'accompagne aussi d'une indifférence qui nous met particulièrement en défaut quand il faut comprendre l'altérité.

Sloterdijk a raison de souligner que par contraste l'Allemagne a du se repenser après-guerre. L'oubli était impossible après l'humiliation de la défaite totale. La question du mal était première : « *coupables ou victimes ?* ». Des philosophes comme Habermas ont tenté de fonder « une identité allemande non germanique » en faisant prendre conscience de la vérité d'Auschwitz. En identifiant qui étaient les victimes, et en faisant le choix de s'inscrire dans une Communauté, l'Allemagne pouvait prendre un nouveau départ. Mais l'Allemagne de la puissance a resurgi en même temps, sur fond de victoires économiques et sportives, Fassbinder le donne à voir dans ses films. L'Allemagne a su dialoguer avec l'Est et réussir son unification, mais bien qu'ouverte au monde, elle ne porte pas aujourd'hui une nouvelle idée d'Europe.

Un moment foyer d'une grandeur impériale, l'Espagne a décliné et s'est auto-détruite. Absente du cœur des deux guerres mondiales, elle avait besoin de se régénérer et elle a trouvé une inspiration puissante dans le retour vers l'Europe. L'adhésion à la Communauté signifiait le choix de la démocratie et elle fut le moteur de la recherche d'une nouvelle identité. L'Europe du Nord, de son côté, a rapidement vu son intérêt à entrer dans l'Union et y a trouvé un rôle sans pour autant apporter une vision pour cette communauté.

L'Italie quant à elle n'a jamais idéalisé l'Etat souverain. Elle représente en elle-même le cœur spirituel et symbolique de l'Europe, le trait d'union entre l'Antiquité et la Modernité. Elle a beaucoup donné pour une perspective fédérale, mais la sève n'est plus la même.

Les peuples d'Europe Centrale et Orientale ont été les grandes victimes de l'histoire. Il faut lire les historiens hongrois Bibo et Szücs qui mettent en évidence

trois Europes : l'Europe de l'Ouest, la Russie, et celle du milieu, victime des grandes puissances rivales. Sous les Empires austro-hongrois, russe, et turc, ces peuples ont été privés d'identité politique. Puis ils ont été écrasés par le nazisme et le communisme. Pour eux, la libération ne date pas de 1945, mais de 1991, quand l'Empire soviétique implose.

L'autre Europe, c'est aussi celle des Balkans. J'ai vécu douloureusement l'incapacité de l'Europe de l'Ouest face à la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Les Etats-Unis ont dû intervenir, mais après les accords de Dayton, la fracture et la division persistent et nous restons dans l'indifférence.

De façon générale, je ne supporte pas la façon méprisante dont nous Français et autres ouest-Européens avons admis, et de façon incomplète, les peuples d'Europe Centrale et Orientale dans la Communauté, sans chercher à mieux les connaître et en exigeant d'eux pour l'essentiel qu'ils se soumettent à nos règles. Même si certains ont pu et su trouver alors espoir et moyen de trouver un chemin vers le progrès, et qu'ils restent attachés à l'Union, cette adhésion les déçoit déjà. Dans un dialogue public après la projection d'un de ses films, le cinéaste Krzysztof Zanussi nous a fait observer que l'âge d'or de l'identité des Polonais est leur spiritualité dans le haut Moyen-âge ; après quoi la Russie et l'Allemagne les ont privés d'identité politique. Yalta est vécu par eux comme une trahison. Aidés par Jean-Paul II et des syndicalistes de l'Ouest, ils ont su sortir par eux-mêmes du communisme ; et les voici en quête de souveraineté dans une Union sans âme mais donneuse de leçons.

En France on dénonce le grand élargissement de 2004 au prétexte qu'il aurait fallu « approfondir » notre unité avant. Mais qui a manqué à tous ses devoirs quand il fallait approfondir, sinon nos propres gouvernements ? Les Européens des frontières de l'Est et du Sud auraient pu attendre longtemps ! Plus qu'un élargissement, c'était une réunification avec des frères dont nous étions trop longtemps séparés. Après la rupture du bloc soviétique, quel autre choix avaient-ils que d'adhérer à l'Europe ? Nous devrions les remercier d'y avoir cherché

une espérance. Certes leur société civile était peu préparée à bâtir un modèle démocratique, car ces pays en étaient privés pendant des siècles, mais ils ont commencé. Et à la différence de ceux de l'Ouest, ils n'ont pas pu décider des fondations de l'Union. Ils ne sont pas coupables des manquements de ses fondateurs ; pour autant ils l'enrichissent de leurs talents, et quel potentiel dans leur jeunesse ! Mais aujourd'hui ils sont déçus, ce qui réduit leur volonté de démocratie et de jouer un rôle dans la reconstruction de l'Union.

Rappelons-nous aussi que les migrants de l'Europe de l'Est et du Sud vers l'Ouest ont été des pionniers de l'unité. S'ils furent plus ou moins bien reçus, ils nous ont toujours fortifiés. Avec Romain Rolland et Stefan Zweig, l'Europe de l'esprit les a accueillis dans une communauté d'œuvres qui a emballé nos anciens, avant que les guerres ne les divisent. Il y a grand besoin d'apprendre l'histoire européenne et globale dans nos écoles, et de la mettre en regard avec les vécus actuels, exigeant un recul critique sur la nôtre. L'identité nationale est-elle compatible ou non avec l'appartenance à la Communauté européenne ? Cette question n'est pas encore résolue.

Depuis une trentaine d'années, la mondialisation a ouvert une nouvelle époque. Cette fois elle ne signifie plus l'extension de la puissance européenne mais son recul. Souvent critiquée et refusée, c'est une révolution pleine d'opportunités autant que de risques. Révolution économique, elle repose sur la formation du marché mondial bien anticipée par Karl Marx. De nombreux peuples, capables de se libérer des jougs impérialistes, ont pu alors se développer et s'extraire de la pauvreté. Révolution anthropologique, la mondialisation est aussi un choc qui bouleverse nos consciences en les soumettant à l'épreuve de l'altérité et de la responsabilité. Concomitante de la chute du communisme, elle brise la division entre deux blocs et elle ouvre la possibilité de coopérations sans précédent. Découvrir que je vis dans le même monde qu'autrui, que nos défis sont comparables, que nous pouvons les relever ensemble, est formidable.

Mais l'Occident, et plus particulièrement les Américains, se sont illusionnés en

avançant la notion de fin de l'histoire, croyant à la victoire définitive du marché, de la démocratie et des droits de l'homme. C'est oublier les dégâts commis par notre domination et notre brutalité. L'aspiration des peuples à l'auto-détermination se heurte à la violence d'Etats dictatoriaux sur d'autres continents, Etats qui sont pourtant nos alliés à géométrie variable. La radicalité extrême trouve des racines dans les sociétés elles-mêmes. Nous sommes dans le même monde, face à des défis communs, ce qui devrait inciter à une prise de conscience autocritique et à ressourcer dans notre héritage tout ce qu'il porte d'humanité. D'autres peuples veulent se libérer, ils ont d'autres cultures du sacré et ils constatent de plus en plus que l'Occident ne donne pas en pratique l'image d'universalité qu'il prétend détenir. Notre démocratie représentative est elle-même minée de l'intérieur de nos sociétés. Bref, nos postulats d'universalité unilatéraux sont à réviser alors qu'il s'agit d'aller vers une société mondiale.

2

PARALYSES ENTRE PASSE ET FUTUR

J' ai vécu la relance de la construction de l'Europe depuis 1989, admiré l'effort d'approfondissement et d'élargissement de notre Union et appuyé ce qu'a entrepris Jacques Delors. J'ai été et suis encore ami de l'esprit fédéraliste. Pour autant, toujours autonome, électron libre au Parlement européen, j'ai exprimé mes critiques à chaque étape de la construction du marché comme de l'euro et j'ai avancé des propositions faisant beaucoup plus appel à la participation des citoyens et des acteurs économiques et sociaux. Cela m'a valu la sympathie de personnalités politiques de différentes sensibilités comme José Maria Gil-Robles Gil-Delgado, Mario Monti, Philippe Maystadt, Daniel Cohn-Bendit. A Confrontations Europe, avec Claude mon épouse, en lien avec nos amis Michel Rocard, Michel Barnier, Alain Lamassoure et de grands dirigeants d'entreprises, nous avons animé un mouvement de société civile très actif et obtenu des résultats partiels significatifs. Dans un engagement quotidien face à la crise de l'Union, dont nous mesurons la profondeur et la nature systémique, nous essayons de clarifier les enjeux. Nos concitoyens se divisent sur le diagnostic.

Pour les uns c'est la faute au marché, à l'euro, pour d'autres c'est la faute aux Etats. Cela ne s'oppose pas. Le modèle choisi pour le marché engendre la rivalité, non la solidarité ; le modèle institutionnel repose sur la délégation, non sur la participation.

Mais pour comprendre que l'Union n'est pas un Sujet politique capable de naviguer avec bonheur dans la mondialisation, il faut aller aux sources : la crise de la culture est déterminante parce que celle-ci guide ou égare l'action. Les Européens ont fait l'histoire, la leur est celle du monde, ils ont voulu que l'avenir corresponde à leurs choix. Ce temps est révolu, et nous Européens sommes déboussolés.

C'est un combat, car nous n'aimons pas l'écart entre nos désirs et les réalités, ni reconnaître que nos décisions procèdent souvent de représentations mentales incohérentes. Ces *dissonances cognitives* font obstacle à l'introspection critique. Confrontées aux échecs et aux conséquences indésirées de leurs actes, nos sociétés conçoivent des stratégies ou inventent des subterfuges pour nier les faits, réduire les inadéquations, et tenter de repartir de l'avant. Mais les carences éthiques et cognitives sont majeures. Nous ne nous situons plus dans une histoire et nous sommes dépourvus d'une vision commune.

La faiblesse de notre cadre démocratique est indissociable de cette crise de la culture. Les dirigeants des Etats ne sont plus des éclaireurs, ceux des institutions communautaires non plus. Les citoyens demandent une protection face aux mutations du monde, mais l'Etat-nation ne peut l'offrir et l'Europe est trop désunie ! L'Occident intervient à l'extérieur, mais les conséquences de ses actes nous reviennent en boomerang ! Beaucoup de gens savent qu'il faudrait partager des valeurs et des choix collectifs, mais la défense des « acquis » prédomine ! La crise de notre vieille civilisation freine l'émergence d'une nouvelle.

Crise de l'Etat, repli sur la nation et crise identitaire

Partout en Europe on constate la progression de forces d'extrême droite. Les

forces démocratiques aussi font retour à la nation comme valeur première. En France, par exemple, les partis de gouvernement de droite et de gauche, même s'ils s'en défendent et se différencient, se placent sur le même terrain que le Front national. L'appel aux valeurs de la République est récurrent et incantatoire. Pour autant il ne reconstitue pas l'unité. La critique du « système politique » est générale, mais les propositions de changement à la tête de la République sont à côté du problème : elles ne disent rien de significatif sur la réforme de l'Etat et la formation d'une nouvelle société civile, qui supposent une redéfinition générale des missions et des devoirs.

La fin abrupte des sociétés industrielles et de leurs solidarités est un véritable séisme. Bien qu'accompagnée de l'assistance de l'Etat social, la désindustrialisation laisse beaucoup de familles humiliées et désemparées. Pour autant, assimiler les populismes actuels aux fascismes de l'entre-deux guerres serait paresse de l'esprit. Le fascisme allemand a fantasmé une pureté raciale, mis le feu à la culture et voulu bâtir un Empire. Aujourd'hui nous voyons plutôt un nationalisme de protection contre les impacts de la mondialisation. On fait appel au conservatisme culturel, on se replie sur la « défense des acquis ». Dans ce contexte, les autres, qu'ils proviennent de l'Europe de l'Est ou du monde extérieur, sont vécus comme une intrusion ou une invasion. « Ils prennent nos emplois, ils menacent notre culture ». Dans nos générations d'après-guerre, on entend dire en somme : « nous sommes bien chez nous, laissez-nous mourir en paix ». Dans les sondages, les jeunes sont proportionnellement aussi nombreux que les anciens à voter Front national. Certes, ils sont plus nombreux à valoriser l'ouverture au monde extérieur, mais souvent prématurément sceptiques, ils n'accordent pas de valeur à l'engagement politique.

Ce sont les jeunes qui feront - ou non -, l'Europe. « *Global natives* », « *digital natives* », ils sont plus éduqués que les anciens, bien que mal éduqués. Ils ont des identités personnelles à construire mais le cadre social et démocratique ne les aide pas à le faire. Beaucoup sont victimes d'exclusions, les possibilités

d'ascension sociale sont faibles, la créativité latente est étouffée. Ils sont donc vulnérables à la radicalité, et certains aux appels des terroristes. Sans expérience ni information de ce qu'est l'Europe, ils n'y voient qu'un « machin » institutionnel qui les laisse indifférents.

L'Etat n'est plus Sacré mais le pouvoir exécutif est plus que jamais en surplomb. La légitimité dont il se targue s'écroule quand les partis privatisent l'espace public au profit de professionnels de la politique. En France, un gouvernement peut être composé d'anciens élèves d'une même école, voire d'une même promotion, et avec des gens dont l'expérience n'a été autre que celle de permanents d'un parti. Comment peut-on parler de représentativité !! Les rivalités pour la course au pouvoir font le spectacle, le guignol, et les divisions entre gauche et droite sont secondaires ou fictives. Les ministres gouvernent avec une garde rapprochée d'assistants politiques et d'experts, sans que le travail collectif préalable de compréhension du monde et des dilemmes à résoudre pour définir des projets prioritaires n'ait eu lieu. L'horizon électoral national écrase tous les autres. La négociation sociale est monopolisée par des corporations statufiées. Le découplage de l'information et de la connaissance, en dépit de quelques efforts pour « éduquer », renvoie les gens à l'émotion du présent. Il nous faut réapprendre à faire société. Longtemps après les « Trente Glorieuses » années d'après-guerre, la société a continué d'exiger « toujours plus » de progrès social sans se demander si son socle économique pouvait le supporter, et alors qu'elle-même ayant muté, les droits devraient être profondément adaptés. Aujourd'hui c'est la crainte du « moins » qui prévaut, mais l'engagement de masse pour consolider et changer l'économie fait défaut, alors que des idées fortes germent mais ne sont entendues ni par l'administration, ni par les corps intermédiaires, ni par les politiques.

Après l'événement « Charlie » de janvier 2015, la société française a éprouvé le besoin de se retrouver pour défendre la liberté d'expression et dire son attachement à l'unité. Mais très vite les problèmes ont resurgi et la déception

s'est installée. Partout en Europe la question de la redéfinition de l'identité est associée au seul problème de l'immigration. On retrouve les marqueurs identitaires du passé : le « eux et nous », les frontières, bref, la quintessence de l'Etat-nation. Angela Merkel a eu le courage de prendre le contre-pied en ouvrant larges les portes de l'Allemagne aux réfugiés de Syrie. Même si le management des flux a été critiqué, elle a sauvé l'honneur de l'Europe, tandis que la France restait fermée tout en aimant lui faire la leçon au nom même de la « solidarité », par exemple envers la Grèce !

L'appel d'Angel Merkel aux étudiants allemands : « *ayons le courage de dire que nous sommes chrétiens ; ayons le courage d'engager le dialogue avec les musulmans* » est intéressant en ce qu'il touche au dilemme d'identité. Il n'est pas introverti, au contraire, puisqu'elle valorise l'accueil et engage les Allemands vers un effort de compréhension mutuelle. Mais nos sociétés ne s'identifient plus simplement au message chrétien, et leur rapport à la tradition nationale est le plus souvent conservateur ou marqué par la culpabilité et l'ignorance. D'autre part, l'islam, profondément divers, est porté par d'autres sociétés qui elles aussi sont mondialisées et aspirent à la liberté, mais cultivent leur propre identité. Le dialogue pour partager les traditions est extrêmement difficile.

Des fondations mal assurées

L'Union a un « acquis » qui doit être compris et valorisé, mais comme tout acquis, il n'est pas inscrit dans le marbre. Sans une critique constructive, il est même facteur de sclérose.

Les fondations économiques ne sont pas sans valeur. Le choix d'un marché commun repose sur la liberté fondamentale de circulation et d'échanges. Il en est de même du choix d'une monnaie commune qui est un puissant facteur d'unité. Dans sa *Philosophie de l'argent*, le grand sociologue Georg Simmel a saisi le pouvoir émancipateur d'une économie monétaire. Elle a rendu possible « *une rupture avec les dépendances sociales spécifiquement personnelles [et]*

assuré une autonomie, inconnue auparavant, par rapport aux lieux et aux choses mêmes ». L'argent permet l'intégration des personnes les plus diverses dans une même action en offrant une commune mesure des valeurs.

Mais si la valeur de liberté n'est pas équilibrée par celles de responsabilité et de solidarité, le marché et la monnaie sont des facteurs majeurs de rivalité et de violence. Le mot « unique » était trompeur. Les marchés locaux et nationaux ne peuvent pas disparaître, surtout quand les économies sont aussi inégales et hétérogènes. On a oublié les leçons que Karl Polanyi tirait jadis de l'étude de la rupture des marchés locaux dans les débuts du capitalisme. Le rôle spécifique d'un marché commun en Europe, c'est de dynamiser les échanges transfrontières, ce qui n'est possible que si l'on s'accorde aussi sur des choix économiques et sociaux collectifs. Ceci n'a pas été accepté jusqu'ici en Europe. L'Union a érigé la concurrence en moteur central du « terrain de jeu », ce qui a nourri de nouvelles fragmentations au sein des régions et des nations. Et en 1992, quand la décision a été prise de bâtir l'Union monétaire, on a négligé la violence d'une mesure unique de la valeur sans contrat social ni budget, ni politique économique commune.

Nous faisons de l'Europe un bouc émissaire parce que nous ne voulons pas porter notre regard sur nous-mêmes. Majoritairement nos sociétés n'ont jamais cessé de refuser une Union politique et culturelle. La création de la Communauté n'a pas reposé sur un véritable soutien populaire. La France a refusé dès 1954 la création d'une Communauté européenne de défense. Quand en 1994, MM. Schäuble et Lamers proposent une sorte d'Union politique, à un moment où l'Allemagne est vulnérable en raison du coût de sa réunification, la France ne répond même pas.

Même si la Commission et le Parlement européen cherchent à incarner l'unité, l'Union européenne reste un conglomérat d'Etats où les gouvernants dits « représentatifs » des grands pays de l'Ouest tiennent le haut du pavé et sont tirés en arrière par leurs sociétés.

Maurizio Cotta, de l'Université de Sienne, et Philippe Poirier, de l'Université de Luxembourg, analysent les enquêtes d'opinion sur les valeurs en Europe. De façon générale les « élites » se disent davantage attachées à l'Europe que la masse des citoyens, qui stigmatisent parfois leur « trahison » (ce thème avait déjà surgi après la guerre de 1914-1918). Même si les Européens ont le plus grand doute sur la possibilité d'un nouveau départ pour l'Union, une grande majorité craint sa décomposition et ne souhaite pas sa rupture, mais la fragmentation des opinions se creuse entre les pays membres de l'Union, jusqu'à ressembler à une centrifugation. Les anciens clivages perdurent, ils ont peu évolué. Ce qui est commun, c'est la valeur travail, reconnue partout comme déterminante pour la réalisation de soi. La confiance envers les entreprises s'est accrue en Europe et si la valeur égalité est toujours considérée comme supérieure à celle de liberté, en tout cas en Italie et en France, l'écart entre elles s'est réduit en moyenne de 15 points dans les dix dernières années.

Après la vague « néolibérale » portée par le Royaume-Uni, et après la gestion remarquable de son unification, l'Allemagne est devenue le leader politique de l'Europe sans l'avoir voulu. Elle a pris des décisions unilatérales, pour la sortie du nucléaire, la gestion de la crise économique, les réfugiés ; on peut le lui reprocher à condition de ne pas ignorer que les autres sont en retrait ou se contentent de protester. Le gouvernement français voile les divergences sous le masque de la bonne entente, mais il ne peut plus préserver l'apparence d'un leadership franco-allemand.

Cibler l'Allemagne n'est pas judicieux. Chacun défend « sa » souveraineté nationale et le Royaume-Uni dit toujours vouloir défendre son « indépendance ». Les pays d'Europe Centrale et Orientale ne trouvent plus leur ancrage dans cette situation. Après avoir stigmatisé les migrants venant de ces pays, l'Ouest dénonce leurs atteintes à l'Etat de droit. La Pologne craint ou déteste la Russie et constate que l'Union est invertébrée. Elle cherche sa propre identité, et une souveraineté qui lui a manqué. Ces peuples pourraient demain avoir un rôle important dans une renaissance de l'Europe, ne l'oublions pas.

L'Ukraine est à nos portes, elle est maintenant fracturée ; et rongé par la corruption, son Etat déçoit. Pour autant, au lieu de la laisser tomber, ce serait le moment de nous rapprocher d'elle, réduire sa dette et multiplier les liens, tout en l'incitant à fonder un Etat de droit avec un système fédéral compatible avec une coexistence viable avec la Russie.

La fragmentation de l'Europe, nous ne la vivons pas seulement entre nos Etats, mais aussi à l'intérieur de ceux-ci : les mouvements régionalistes se développent, sur fond d'inégalités majeures entre les régions et d'interconnexions directes entre elles et le monde extérieur. La mondialisation, c'est l'internationalisation de la production et non pas seulement celle des échanges. L'Etat-nation subit une déterritorialisation de son emprise et une déstabilisation de ses modèles de cohésion. Les mouvements régionaux pourront recréer des économies locales dynamiques s'ils ne cherchent pas à rompre avec la cohésion nationale et à exacerber des cultures identitaires. En échec dans sa propre politique de cohésion, l'Union européenne renvoie à chaque Etat la seule responsabilité des solidarités. Il faudrait au contraire qu'elle permette aux acteurs locaux et régionaux de multiplier leurs projets de coopérations interrégionales et transnationales. Ce serait bâtir des passerelles par-dessus les frontières intérieures d'une Union où elles sont loin d'avoir disparu.

Les institutions de l'Union ont tenté de se rapprocher des citoyens. Erasmus et la société de la connaissance, l'incitation à l'adaptation des modèles sociaux ne sont pas négligeables, et il ne faut pas y voir que la concurrence. Mais l'adhésion politique n'est pas là. Dans son livre *Le passage à l'Europe*, Luuk van Middelaar explore les tentatives de « quête du public » inspirées de l'histoire. La voie allemande, c'est l'art de construire une nation ; l'Union n'essaie pas de la suivre, ainsi par exemple les critères de Copenhague pour l'adhésion négligent totalement les problèmes d'éducation. La voie romaine, c'est l'art de s'attacher des clients, c'est *l'Europe that delivers* des britanniques ; tous les jours les demandes fusent, mais les réponses de l'Union déçoivent ou laissent indifférents. La voie grecque,

c'est l'art de séduire un chœur, mais il n'y a pas de scène européenne ! L'auteur est lucide, mais il a tort d'écarter le projet de formation d'une culture et d'une démocratie européennes communes. Jean-François Deniau a pu s'exclamer : « *il n'y a plus d'Européens !* ». C'est exagéré, mais écoutons l'alerte.

L'Europe sous les chocs de la mondialisation

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont à l'origine des choix politiques qui ont provoqué la révolution dite « néo-libérale » et la globalisation financière. L'Allemagne, co-leader mondial à l'exportation, y a trouvé sa place. Les pays scandinaves se sont adaptés et ont réformé leurs systèmes sociaux et publics. Les élus et gouvernements français ont voté la libéralisation sans en mesurer les implications, et la posture de résistance au changement est grande. La Communauté européenne a choisi la mondialisation sans stratégie concertée. Avec le projet de Constitution du début des années 2000, on a voulu mettre un toit sur toute cette maison sans interroger la qualité de ses fondations.

Quand la crise financière a explosé en 2008, les Européens se sont d'abord demandé « qui est coupable ? », et pour eux le capitalisme financier et les Etats-Unis étaient des accusés d'évidence. Cette crise est une crise de suraccumulation de capital (dopée notamment par le levier de la dette), suivie d'une dévalorisation de capital (impliquant désendettement), analyse l'économiste marxiste Paul Boccara qui souligne son caractère structurel profond : crise d'un régime de croissance, elle est aussi indissolublement la première grande crise du capitalisme globalisé. Et faute de force politique unie et de stratégie économique, l'Europe et l'Eurozone en particulier (en raison de l'incomplétude de l'Union monétaire) sont particulièrement en difficulté. L'Union a réagi, avec la politique monétaire de Mario Draghi à la Banque Centrale européenne, et avec les grands chantiers de la supervision financière et de l'Union bancaire. Mais alors que les Américains et les Chinois adoptaient de vigoureux plans de relance, l'Union européenne a choisi des politiques d'austérité budgétaire au lieu de traiter la question du surendettement dans la durée et en lien avec un

effort de croissance. Plus généralement, le risque de *stagnation séculaire*, exposé par Lawrence Summers pour l'Occident, est tout à fait avéré pour l'Europe, et particulièrement pour l'eurozone. Les Etats-Unis sont eux-mêmes probablement « en fin de cycle », et incertains pour l'avenir. Adair Turner, Robert Aldane, Mark Carney ont souligné le caractère mensonger des promesses de la révolution financière. La croissance multipliée des liquidités et des flux financiers depuis 2008 n'a produit que de l'instabilité, non de la valeur. Nombre d'économistes sont obsédés par le manque de demande, dans une vue keynésienne de court terme, mais il est indissociable du problème structurel de l'offre : l'investissement est en panne. Visant un nouveau régime de croissance, et travaillant en coopération avec Olivier Guersent, avec des économistes comme Michel Aglietta, je suis heureux d'avoir contribué à éveiller au cœur de la Commission européenne, la conscience du problème de la responsabilité publique pour l'investissement de long terme. Il a fallu cinq ans - entre 2008 et 2013 - pour y parvenir ; et enfin en 2015 le « plan Juncker » est lancé. Un début encore fragile, et qu'il faut sans aucun retard consolider en en faisant un défi pour toutes les sociétés européennes.

Le choc de la mondialisation est aussi visible pour la sécurité. Pour nos contemporains, le travail de paix en Europe a déjà été effectué. L'Allemagne n'est plus l'ennemie de la France. Nous n'avons plus à mener un grand combat pour retrouver une liberté qui semble acquise, nous cherchons seulement à la défendre chacun chez soi. Pourtant nous voici « en guerre contre l'islamisme radical », et des questions d'identité autant que de géopolitique sont en jeu.

Le sacrifice de soi par des djihadistes est incompréhensible pour des esprits rationnels (qui par contre captent bien le caractère sordide de la délinquance extrême et de la subordination). Notre façon de banaliser la notion de victime, par exemple en voulant expliquer la violence principalement par le chômage, masque la question identitaire et la différence des cultures. La divergence des représentations collectives de la victime est mobilisée à des fins de puissance

par des Etats et des groupes politico-religieux, elle entretient l'optique que l'autre est l'agresseur. Cette violence peut aller aux extrêmes.

La religion n'est plus comprise en Occident comme un fait social majeur qui peut être source d'amour mais aussi de guerre. Et si à juste titre nous ne voulons pas faire de l'islam une cible, il n'est pas dissociable de la société qui l'interprète, et du régime politique qui en fait son outil et qui l'encadre.

Le monde arabe avait commencé une renaissance spirituelle au XIX^{ème} siècle, la Nahda, qui portait des aspirations démocratiques nationales. Profitant de la chute de l'Empire ottoman, la France et la Grande-Bretagne ont trahi leurs amis et imposé leur domination coloniale. Après les indépendances, des dictatures politiques d'Etat se sont installées, brisant de nouveau l'espoir démocratique. Puis les groupes islamistes, rivaux ou/et complices des Etats ont proliféré.

Des dirigeants occidentaux disent « ce n'est pas l'islam » s'agissant des djihadistes, comme s'ils pouvaient le définir eux-mêmes ! Et le problème n'est pas là. Aujourd'hui, le cancer de la radicalité ronge les sociétés du Moyen-Orient et s'étend au-delà. « *Tous ceux qui ont essayé de faire une lecture nouvelle de l'islam ont été traités d'apostats* » souligne l'écrivain Houria Abdelouahed. Cette déculturation infligée par la violence radicale totalitaire n'est nullement combattue par les Etats dictatoriaux, bien au contraire : c'est la double peine pour les populations.

Nous ne comprenons plus la question du sacré, or « *si la politique ne s'engage pas avec le sacré* », écrit Harald Wydra, « *ce n'est pas de la politique* ». Notre modernité a dilué voire nié toutes les conceptions d'un absolu transcendant. Le lien entre le progrès humain et le dépassement de soi est perdu de vue. Présenter encore la République et la Souveraineté, comme le Sacré, celui des Lumières, ne résiste pas à l'épreuve.

On s'interroge sur les failles de l'intégration comme du communautarisme. Mais parler d' « apartheid » est absurde. Les Européens de souche immigrée

bénéficient de l'Etat social et si l'exclusion est étendue, ce n'est pas d'abord un problème racial. Quand il est impuissant face au chômage, l'Etat ne sait plus valoriser la contribution des individus en société et la gestion molle et moraliste de la pluralité n'arrange rien.

Lors d'un débat à Paris, j'ai eu l'occasion de dire à Tarik Ramadan qu'exploiter le sentiment de culpabilité de l'Occident et exciter le sentiment de « victime » du monde musulman – particulièrement aigu dans le monde arabe - est irresponsable et dangereux. Tous ceux qui dans le monde sont incités à se livrer à une sorte de concurrence pour revendiquer la place de première victime sont vulnérables à la radicalité. Cela redouble l'antisémitisme, la haine, les idéologies du complot ; alors que chacun devrait faire effort de se comprendre soi-même pour rompre avec le cercle vicieux des violences réciproques.

Et nous devons regarder notre passé colonial où déjà les tentatives d'émancipation contre l'Occident ne se comptent plus et ont été écrasées. Ensuite les interventions de l'extérieur dans le contexte de la guerre froide puis au nom de la démocratie sont des fiascos. L'Occident a cherché « la stabilité » en Irak, en Syrie, en Arabie Saoudite, en Iran, en Algérie..., choisissant ou brisant des alliances tout en ignorant les peuples. Pour autant, on ne saurait exonérer les sociétés locales et leurs dirigeants de leurs propres responsabilités, alors que la conscience est obturée par le ressentiment et la violence envers « l'ennemi ».

Dans l'histoire les violences ont été et sont toujours réciproques, elles ne se perdent jamais, observait René Girard, sauf si une réconciliation est conduite en profondeur, exigeant une ouverture et une compréhension mutuelles à laquelle nous devons nous appliquer. Dans l'ensemble, les populations d'Occident réagissent bien à la violence terroriste et font preuve de sagesse et de prudence. Elles ne veulent pas aggraver ces antagonismes par leur propre comportement. L'hostilité envers l'islam grandit, mais elle est endiguée. La division amis-ennemis se renouvelle chez nous, mais nous ne voulons pas l'ethniciser et l'aggraver, tandis que des guerres d'un type nouveau réinventent la menace apocalyptique.

Au sein même de l'Europe, et alors que les fractures de la guerre dans l'ex-Yougoslavie ne sont pas apaisées, les Etats reproduisent des divisions qui ont eu un caractère séculaire. Quand Vladimir Poutine ramène la Russie vers la dictature et la politique de puissance, l'Occident a sa part de responsabilité. Dès la chute du Mur de Berlin, Mikhaïl Gorbatchev, grâce à qui l'implosion de l'Union soviétique s'est faite de façon pacifique, avait proposé aux Occidentaux de bâtir une Maison commune. Je l'ai rencontré et connu comme un homme épris des valeurs universelles. Sa proposition n'a pas été prise au sérieux. L'Occident a œuvré activement à la marchandisation de l'espace russe, il n'a pas voulu s'engager dans des programmes de modernisation. Je ne veux en aucun cas justifier Poutine, je demande qu'on regarde derrière lui, le peuple russe, notre ami. La Russie est aussi en Europe, ne l'oublions pas. Son peuple de hautes spiritualité et éducation, ouvert aux Lumières par Pierre le Grand et Catherine II, mais encore sous le servage il y a peu, est l'héritier d'une culture où le mot « modernité » n'existe pas, nous a fait observer Krzysztof Zanussi. La chute de l'URSS n'est donc pas une délivrance, mais surtout l'implosion d'un Empire. Le peuple cherche à se fabriquer un avenir, mais du cratère laissé par le volcan surgit la violence auto-destructrice, nous montre Andreï Gratchev, ancien porte-parole de Gorbatchev. Il souligne que si pour l'Europe, la Russie n'est plus qu'un problème de politique extérieure, pour elle, c'est beaucoup plus que ça : une question majeure d'identité. Une Europe coupée de la Russie serait gravement affaiblie.

Le rapport entre l'Europe et la Turquie est également vital pour nous. Nous avons rompu la promesse que nous lui avons faite en ajournant la perspective de son adhésion à l'Union européenne. Le Président Erdogan mène un pouvoir autoritaire, réactive la dimension religieuse et cultive une ambition de puissance. Pour autant, la Turquie aussi a été en Europe, nos histoires ont été intimement liées et elle aspire à poursuivre son chemin dans la voie du droit et de la démocratie.

Comment l'Europe pourrait-elle imaginer bâtir son avenir sans s'ouvrir à la Méditerranée ? Là sont nés les universalismes, là a eu lieu le plus extraordinaire

mélange de peuples, de religions et de civilisations que la Terre n'ait jamais porté, souligne l'historien Fernand Braudel. Or « *le partenaire nécessaire est de plus en plus considéré comme l'adversaire potentiel* », déplore Edgar Morin.

Le modèle européen est partout relativisé. Les appels à provincialiser l'Europe et à valoriser les histoires des peuples et des humains que nous jugions subalternes ou arriérés, tels celui de l'Indien Dipesh Chakrabarty, ont fait écho un peu partout.

Quelles que soient ses tares, l'Occident doit préserver son action pour le droit, la laïcité et la démocratie, et surtout la renouveler en profondeur en croisant nos cultures ici et ailleurs.

Crise de la civilisation des Lumières

En Europe l'avenir a aujourd'hui le visage d'une menace. Dominique Moïsi explore l'« archéologie des peurs » : peur d'être dépassés par les peuples les plus dynamiques, peur d'être détruits par des catastrophes naturelles, peur d'être envahis par des migrants porteurs de cultures indésirables ou incompatibles avec la nôtre. Ceci traduit une crise de civilisation.

Les Lumières ont eu leur grandeur et ne sont pas épuisées. A mon avis on peut trouver plus d'inspiration dans la sagesse de Montaigne que dans le rationalisme cartésien. Mais l'Occident connaît aujourd'hui une modernité tardive, voire décadente ; on peut s'y abîmer ou chercher à œuvrer à une nouvelle civilisation. Nous avons été conquérants, nous devons nous transformer pour devenir des forces de fraternité. Certes, nous sommes devenus plus pacifiques et tolérants, mais ceci va de pair avec une méconnaissance d'autrui, et quand surgit la violence en retour, nous nous replions ou nous élevons des barrières. L'altérité est au cœur du défi du renouvellement des valeurs, car le problème à résoudre est désormais celui d'une conscience commune pour l'humanité tout entière. Dans son article sur mon livre *Une tâche infinie*, Claude Fischer soulignait la quête d'un nouvel universalisme.

En Europe, chaque individu veut affirmer désormais sa valeur propre et son besoin d'être reconnu pour ce qu'il est. Il y a là un potentiel de valorisation dont toute la société pourrait bénéficier, mais l'autre face de cette mutation est une tendance marquée à l'individualisme et au narcissisme. Il ne faut pas fuir l'interrogation éthique, il faut la provoquer.

L'individualisme est certes lié à des carences majeures de socialisation et de « justice sociale » : chômage massif, sous-emploi, travail sans qualités, montée des exclusions d'un côté ; concurrence sur le mode élitiste, privilèges du capital social, inégalités « injustes » de l'autre. Mais se contenter de le dire, c'est occulter des carences d'éthique et d'engagement. La philosophe Monique Castillo dénonce avec raison les « politiques » de l'individu, du pluralisme et de la création. A l'école, on cultive l'idéologie de l'enfant-roi, de sorte qu'on ne lui apprend qu'à incarner un seul rôle : le sien. Dans la Cité, l'individualisation des droits de l'homme est poussée jusqu'à chercher à répondre au désir de chacun : cela veut dire que le droit n'est plus commun. Dans l'Etat-providence, le social remplace le politique. Ne nous étonnons pas que dans ces conditions les citoyens vivent une crise d'identité et rejettent un système politique qui néglige de faire appel à leurs potentiels et à leurs responsabilités.

Il y a plusieurs décennies, l'inventeur de la psychanalyse historique, Erik Eriksson, analysait les processus de formation et de crises de l'identité des jeunes et au long des cycles de vie, avec une approche comparative (Occident/Inde). Son souci était de comprendre comment la société accompagne et conforte ces chemins. Il faudrait renouveler ces travaux. De même ceux d'un Richard Sennett sur la valeur travail appellent de grands développements, quand on voit d'un côté les sources et les potentiels nouveaux de création et d'entrepreneuriat, et de l'autre le stress au travail et les difficultés à s'approprier l'innovation technologique pour un bien commun. Un documentaire récent sur Steve Jobs est intéressant : il a voulu mettre de la poésie dans la machine, de l'esprit dans l'ordinateur, transformer le monde en créant des outils individuels révolutionnaires. Mais le

résultat n'est-il pas qu'il a contribué à l'isolement des individus ?

D'autre part, nos politiques doivent gérer la pluralité dans des sociétés devenues « multiculturelles ». L'intégration nie la différence, le communautarisme renonce à réunir. Samuel Huntington a ouvert un vrai sujet de réflexion à propos du choc des cultures, mais en présentant les civilisations comme des essences immuables, il a refermé l'hypothèse du rapprochement. Autrui a une autre mémoire que nous, il a des liens directs dans le monde extérieur qui ne sont pas les nôtres, sa conscience ne coïncide pas avec la nôtre. Le partage des traditions et des informations, le métissage des cultures, sont souhaités. Mais nous ne pouvons pas nous aimer comme semblables, si nous n'avons pas appris d'abord à connaître et aimer nos différences.

Et cela ne suffit pas : l'interrogation éthique doit se vivre dans des relations concrètes, des engagements communs qui exigent des espaces économiques et démocratiques communs par-delà les frontières. En l'état l'Union européenne et les institutions internationales disent très peu sur la façon de vivre ensemble nos relations. Nous devons renouveler les valeurs transcendantes et refonder ces institutions.

Dans sa grande somme sur l'histoire de la démocratie, John Keane distingue trois âges : la démocratie d'assemblée, la démocratie représentative, la démocratie du contrôle (*monitory democracy*). Le deuxième âge est celui de l'Etat-nation. Nous sommes entrés dans le troisième où, dans le prolongement de l'Etat de droit, « le peuple » veut et peut dire son mot sur les choix publics, y compris dans les institutions internationales qui ont été créées. Mais Keane ne saisit pas les contradictions de cette nouvelle époque, et il y a loin du « contrôle » à la participation créative, responsable et solidaire dont nous avons besoin. Essayons d'ouvrir cette perspective...

3

FENETRES SUR UNE AUTRE EUROPE

Le futur est imprévisible : il dépend de nous. Je ne vais pas tirer des plans sur la comète mais explorer le sens et les voies d'une refondation. De nombreuses idées s'expriment, je présente ici les miennes.

Dès 1989, j'ai mené une campagne nationale pour les élections européennes sur le thème « *L'Europe autrement* ». Ma conception était immature, mais j'avais raison de faire appel à l'engagement des citoyens. Je ne cessais de répéter : « *C'est votre affaire* ».

Comme beaucoup, j'ai souhaité un grand changement pour l'Union européenne. Il me semble qu'aujourd'hui les populations y aspirent.

Le débat sur le « Brexit » est une occasion manquée. David Cameron a posé de bonnes questions mais de la plus mauvaise des façons : au nom d'une souveraineté britannique unilatérale, dans un esprit étroitement utilitariste, et sur le mode du chantage : cédez à nos revendications si vous voulez nous retenir. Si le Royaume-Uni décide de sortir, il n'y aura pas de plan B pour lui au lendemain

du 23 juin 2016, contrairement à ce qu'avance Boris Johnson. La rancœur s'est accumulée, les autres Européens ne voudront pas passer l'éponge. Par contre, qu'il y ait un Brexit ou non, un débat est nécessaire pour redéfinir le sens et l'architecture de l'unité européenne..

L'échec de la Constitution en 2005 a laissé des traumatismes et divisions profonds, et pourtant certains veulent recommencer l'opération le plus tôt possible. Une refondation devra s'inscrire dans un texte fédérateur et de nouveaux traités, mais pas avant que l'on ait clarifié ce que nous voulons faire ensemble et fait murir la volonté populaire des changements.

N'attendons pas qu'un grand leader prenne l'initiative. Aujourd'hui Angela Merkel est le seul leader politique dans l'Union, elle en prend soin à sa façon, c'est-à-dire en portant le choix et l'intérêt de l'Allemagne. N'attendons pas non plus le salut d'une initiative commune des dirigeants français et allemands : ils sont porteurs de compromis de souveraineté qui masquent de profondes divergences et certainement pas d'une vision commune pour tous les peuples européens. Ils cherchent leurs idées dans leurs entourages et leurs administrations nationales. Ils ne sont pas formatés pour penser un intérêt européen.

Les sociétés européennes sont riches de potentiels mais devront surmonter leurs propres contradictions, pondérer leurs désirs face aux réalités, apprendre à connaître leurs voisins et coopérer avec eux ... Cela prend du temps mais c'est indispensable et urgent.

Une vision pour l'Europe consiste à se représenter son identité dans le XXI^{ème} siècle et la façon de la dire ensemble et de la co-construire. C'est pourquoi elle ne peut venir d'abord que de clubs et mouvements transnationaux, d'individus et d'acteurs non partisans. C'est dans ces mouvements que se formeront de jeunes dirigeants éclairés, et d'ailleurs le changement est toujours une affaire de génération. Le concept de société civile européenne à initier doit être pris de façon très large : tout ce qui n'est pas l'Etat : individus et groupes émanant des

entreprises, associations, syndicats, universités, églises... Toute prétention au monopole est dangereuse, les rivalités sont une tare. Mettons ces gens, ces structures en réseau, faisons-les discuter et interagir. Les élus et dirigeants politiques et institutionnels devront les écouter et y participer librement, mais à titre personnel.

Ce qui suit pourrait inspirer l'élaboration d'une politique de civilisation et de refondation.

Valeurs et engagements renouvelés

Les préambules des Traités sont d'une grande généralité, ils n'inspirent pas à restaurer l'idée d'Europe. Et parler « valeurs » à tout bout de champ dans la vie quotidienne sans les renouveler ni se demander si elles sont partagées n'est guère responsable. Nos sociétés sont victimes de déculturation, la culture doit donc revenir comme le défi premier, le défi de renaître. Ceci doit se traduire et s'enraciner dans des engagements pour accomplir ensemble des finalités nouvelles. Choisissons une Europe ouverte, non pour subir les mutations du monde, mais pour coopérer avec tous les peuples qui émergent, pour œuvrer à la paix et au partage des biens communs dans une perspective de nouvelle civilisation de l'humanité. A cet égard, nos combats historiques pour la libération des femmes, la liberté de conscience et d'expression, le don et la responsabilité d'autrui doivent être repris et prendre une tout autre ampleur.

L'unité dans la différence

L'unité est impossible si l'on n'aime pas découvrir autrui et nouer des liens d'amitié et d'amour avec lui : *la valeur altérité est cardinale*. Autrui n'est pas la reproduction de nous-mêmes. Nous devons nous engager à le connaître et nous mettre en relation avec lui à l'école, à l'entreprise, en politique... L'empathie n'est pas spontanée, et la compassion s'accommode trop souvent du relativisme éthique. « *We never know the secret agonies of those closest to us* », écrit

Stanley Cohen. Nos propres institutions peuvent perpétrer des violences, et nous restons trop souvent passifs et spectateurs (*bystanders*).

Les divisions et les divergences entre Européens sont insupportables. Nous devons rapprocher les nations. Cela me conduit à proposer un concept d'Union politique différenciée en plusieurs cercles pour mieux respecter et valoriser les différences, mais en même temps capable de produire beaucoup plus de solidarités en démultipliant les efforts de co-construction.

De même le recul de nos relations humaines et productives avec les différentes parties du monde est insupportable. Loin d'ériger des barrières, l'Europe ne peut revivre sans inventer de nouveaux modes de coopération et de partenariat visant un développement humain et écologique planétaire.

Le sens du bien commun

Le communisme du XX^{ème} siècle a voulu porter un universalisme d'auto-détermination et de solidarité mais il a fondé l'engagement sur l'antagonisme des classes jusqu'au mépris de l'unité de la société et a voulu forcer le destin par la dictature d'Etat. Les mouvements porteurs des droits de l'homme et humanitaires œuvrent à un nouvel humanisme, mais ils achoppent sur les problèmes de la transformation du capitalisme et des mutations technologiques et sociales.

Les menaces climatiques catastrophiques et les limites de la croissance fondée sur la dégradation des richesses naturelles sont bien étayées par la science et la philosophie de l'anthropocène. Aujourd'hui, les populations européennes sont très majoritairement acquises à la nécessité du combat face au danger catastrophique du réchauffement climatique et elles souhaitent repenser le rapport de l'homme à la nature. Mais les défis à relever pour bâtir un nouveau régime de croissance avec des solidarités permettant à des milliards d'hommes de se développer pour vaincre la misère et la pauvreté, sont inouïs. Les mouvements écologiques prétendent souvent imposer une nouvelle pensée unique.

Seul le développement des capacités humaines et des solidarités productives dans toutes les parties du monde sont à même de réconcilier les impératifs écologiques et du mieux-être. Un problème qui se pose de façon radicalement nouvelle en raison de la formidable révolution technologique. C'est en fait une révolution de l'information où la machine et l'intelligence artificielle remplacent non seulement la main de l'homme mais aussi certaines fonctions de son cerveau, donc percutent la civilisation, la langue, la socialité. Comme le souligne Paul Boccard, et comme l'ont perçu des pionniers comme Herbert Simon et Norbert Wiener dès les années 1960, c'est un défi pour l'humanité et non plus seulement une nouvelle révolution industrielle.

Les créateurs et entrepreneurs de la révolution numérique renouvellent l'imaginaire et l'engagement techno-industriels, mais ils donnent à voir tantôt un chômage encore plus massif, tantôt de grands potentiels de création d'emplois. L'Europe doit inventer un mode de croissance qui vise un nouveau plein emploi des capacités humaines et non leur réduction. Les infrastructures du numérique sont au cœur du renouvellement de l'espace technique, mais elles sont monopolisées par des groupes géants, elles devront être conçues pour des biens communs. Une révolution schumpétérienne et sociétale est en cours, au lieu de la subir à l'aveugle, il faut lui insuffler un nouveau concept de développement humain mondialisé.

La recherche de la vérité

« *La vérité n'a pas de prix* » disait Socrate, pour qui sa recherche est une valeur fondamentale. En fait le prix de la vérité, c'est l'effort et le courage que nous devons consentir pour la faire surgir au lieu de nous duper par l'ignorance ou le mensonge. « *Pourquoi ma connaissance est-elle bornée ?* », se demandait Pascal. Pour lui la vérité est une tâche infinie et il observait : « *ni la contradiction n'est marque de fausseté, ni l'in-contradiction n'est marque de vérité* ». La vérité est faite de l'interaction et de l'échange humains, qui produisent une connaissance par l'introspection critique et l'épreuve de l'altérité. La science est un des

modes des plus précieux mais Heidegger a bien souligné les limites des critères et protocoles de vérité des scientifiques quand il s'agit de la vie de l'esprit. Dans les temps modernes, toute connaissance se rapporte à soi-même, c'est-à-dire à l'homme. Elle est alors relative, et pour la partager il faut lui assigner un nouveau rapport avec le bien et l'humanité.

C'est pourquoi l'Union doit aller beaucoup plus loin dans son objectif d'une « société de la connaissance ». L'approche par la compétitivité économique est réductrice. Le défi est anthropologique. Rappelons-nous que la création des Universités et de la « République des Lettres » avait gagné toute l'Europe dès le XII^{ème} siècle, ouvrant ainsi la voie à la Renaissance. Aujourd'hui, la renaissance est une question qui se pose à l'échelle du monde, et la contribution de l'Europe a trop tardé. Enseigner une histoire européenne et globale, et non pas étroitement nationale, est impératif !

Faire société en Europe

On n'a jamais bâti une société seulement par le droit. Or, la gouvernance de l'Union abuse de la règle ; et vouloir fonder a priori le contrat européen autour d'une Constitution, dans l'esprit de Jean-Jacques Rousseau, ne marche pas. Les entreprises, les collectivités, les associations de la société civile doivent d'abord élaborer ensemble des choix collectifs. Or elles sont actuellement entravées, enfermées dans des espaces nationaux étroitement administrés qui divisent l'Europe. Regardons les réalités en face : la masse des petites et moyennes entreprises peuvent-elles se développer sur le grand marché ? Combien y a-t-il de projets transfrontières dans l'actuel plan d'investissement européen ? Combien d'argent des fonds structurels vont à des coopérations transfrontières ? Un exemple parmi d'autres : l'organisation du développement du bassin du Danube, un des foyers majeurs de potentiel de croissance en Europe, reste en friche.

Si nous avons créé Confrontations-Europe il y a bientôt 25 ans, en réunissant des acteurs non pas semblables mais différents (entrepreneurs, syndicalistes,

universitaires..., du privé et du public), c'est bien pour partager des connaissances et des projets. Nous avons formé un réseau européen en allant à la rencontre des acteurs d'autres pays. C'est un concept que nous pensons fécond parce qu'il cherche l'unité dans la diversité. S'il a porté des fruits, en particulier à Bruxelles, il s'est heurté comme tant d'autres à l'indifférence de systèmes politiques et réglementaires qui ne font pas appel à la créativité du terrain. Pour remettre à l'endroit la construction de l'Europe, il faut d'abord faire une société civile, et l'inspiration doit provenir de toutes les sources possibles.

Nous avons beaucoup à demander aux gens de culture. Tous devraient se rapprocher pour réincarner l'image d'Europe, et non pas chacun chez soi selon ses statuts et ses rôles établis. L'art n'est pas encore au rendez-vous. Nous sommes envahis d'images de catastrophes décrivant des guerres de l'espace, un monde orwellien et des récits de fin du monde. Comment ne pas observer l'indécente absence de mise en images de la construction européenne et de la vie des gens qui y participent ?

D'autre part, les hommes et femmes de science sont internationalisés et leur recherche livre des lumières inouïes. Mais il y a un gouffre à combler entre elles et la faculté de connaissance des sociétés. L'éducation est très en retard, et l'espace technique n'est pas bâti comme une interface pour une création de « valeur » répondant à des choix sociaux collectifs ; il est principalement orienté vers le marché.

Je pense souvent à cette belle fiction de Borges qu'est *La Bibliothèque de Babel*. Il imaginait que les peuples s'y livrent à une navigation dans l'espace et le temps et à une communication universelle ; il montrait que la lecture est aussi importante que l'écriture et que par l'interactivité, une nouvelle culture se forme. C'était anticiper le potentiel d'internet. Cette fiction ne pourrait-elle pas inspirer les Européens ?

La religion prend aujourd'hui des visages sectaires et fanatiques quand les

messages sont figés, non contextualisés. A l'inverse, quand elle s'éloigne du dogme, elle peut contribuer à faire humanité. La Communauté San't Egidio a engagé un dialogue interreligieux qui est une contribution en ce sens. Il est précieux mais il confirme aussi la difficulté d'aborder des sujets qui fâchent sans se fâcher, en particulier l'intrication du politique et du religieux.

En France, le débat public sur l'Europe, comme sur d'autres sujets, est caricatural. La culture du dialogue est une immense préoccupation pour tous ceux qui veulent restaurer l'humanisme et la démocratie.

Un cadre démocratique plurinational et communautaire

Des réformes institutionnelles ne feront sens que si elles servent des priorités explicites pour l'Europe, afin que les jeunes générations puissent résoudre les problèmes qu'elles auront à assumer. Les acteurs privés et publics devront pouvoir agir en coresponsabilité pour impulser une nouvelle croissance, la transformation du capitalisme autour de nouveaux biens communs, l'ouverture de l'Europe en coopération avec des milliards d'hommes... Je reprendrai ces thèmes plus loin, mais parlons d'abord du cadre démocratique et politique où l'action pourra se déployer.

La politique, disait Hannah Arendt, *c'est partager des paroles et des actes* : cela ne s'obtient pas simplement par des directives. Les juristes ont beaucoup fait pour bâtir un droit commun européen et ont voulu l'établir au-dessus des Constitutions nationales, mais son acceptation reste problématique. Ainsi la Cour de Karlsruhe a devoir et pouvoir de vérifier que Traités et directives européens sont compatibles avec la Constitution allemande. De même si l'Europe des droits de l'homme a inscrit ses fondamentaux dans une Charte, l'Union n'étant pas un Souverain ne peut en être garante. Il y a plusieurs souverains en Europe, et les Etats les plus puissants comptent plus que d'autres. Tout texte européen est plus ou moins transposé dans l'espace national avec des différences sensibles et il est souvent alourdi par des règlements intérieurs. Le droit des libertés

fondamentales est une valeur supranationale, mais les droits socio-économiques, bien que voulus communs, ne peuvent qu'être flexibles car ils dépendent des histoires et des capacités réelles des différents pays ; et ce sont les Etats-nations qui sont en charge des solidarités réelles. La contestation permanente de la qualité des règles européennes et l'incertitude due à des changements incessants indiquent une défiance bien installée. Il faut mieux cibler les problèmes juridiques clés que devrait traiter l'Union, comme les mobilités transfrontières, l'asile, le droit des sociétés, la fiscalité. Ils devront faire l'objet d'un droit « harmonisé » pour répondre aux réalités transnationales actuelles avec des finalités communes.

De façon générale l'Union abuse de la règle pour camoufler sa carence d'autorité, et les Etats masquent leur mauvaise volonté de coopérer en stigmatisant la règle de Bruxelles. Cela décrédibilise la politique. Pour autant, les causes premières de crise de la démocratie se situent au sein de l'Etat-nation. La démocratie par délégation à un gouvernement représentatif est minée, et il faut cesser d'enfermer les citoyens nationaux dans des murs et de leur imposer des œillères. Il faudra au contraire les aider à acquérir *une citoyenneté européenne, complémentaire de la citoyenneté nationale*.

Il y a une quinzaine d'années j'ai rédigé des rapports sur la participation des citoyens à la vie de l'Union, pour le Parlement européen et pour l'Etat français. Au niveau national, dans chaque localité, université, entreprise, chacun devrait avoir accès aux opportunités qu'offre l'Europe, non pas simplement pour connaître ses droits, mais plus encore pour valoriser ses parcours de vie, de travail et de création. Cela exige de créer des sources d'information accessibles ; offrir une éducation européenne ; permettre aux entreprises et aux collectivités territoriales de s'inscrire dans des réseaux européens ; bénéficier d'infrastructures communes et sur cette base former des projets. Au niveau communautaire, tous les actes européens devraient reposer sur un processus participatif : préparation des textes, consultation, délibération, définition des moyens,

évaluation des politiques. Ces propositions ont été examinées dans le cadre de la Commission Prodi notamment, mais la tractation intergouvernementale et l'approche *top down* ont pris le pas sur la volonté d'agir en commun. Quant à la tentative de Constitution au début des années 2000, c'était une affaire d'élites et d'élus demandant au peuple de dire oui ou non. De surcroît, vouloir inclure dans le texte tout l'« acquis » des actes antérieurs (!) revenait à nier le besoin d'une refondation. La Grande-Bretagne n'a même pas eu à voter pour dire non, la France et les Pays-Bas s'en sont chargés.

Une Union politique différenciée

Il est temps de relancer l'idée d'Union politique. Avec un changement d'optique : quittons la conception originaire d'un Etat fédéral supranational et instituons la différenciation et la solidarité. Les concessions faites à David Cameron, renoncer à la référence « ever closer Union » et à la perspective de l'euro pour tous, créent une différence juridique après une différence de fait. Je propose de reconnaître celle-ci mais à la condition de consolider les solidarités autour de finalités communes redéfinies et partagées dans des cercles institués. Ainsi peut-on espérer réussir à former une Union politique différente de l'ancien modèle, qui sera un hybride entre Confédération et Fédération. Prenons acte que nos nations divergent et écartons l'option de l'Etat supranational afin de pouvoir les rapprocher.

Les fédéralistes européens sont en difficulté parce que la méthode de fonctionnalité qui vise à passer de l'Union économique, puis monétaire, à l'Union politique, n'embraye plus. Ils veulent forcer l'avancée, comme on l'a vu avec le projet de Constitution. Mais le modèle qu'ils ont voulu imiter, celui des Etats-Unis d'Amérique, n'est ni reproductible ni pertinent. Ceux-ci ont été bâtis par des immigrants qui voulaient fonder une jeune nation et une Fédération. Au passage, ils ont génocidé les Indiens et il a fallu une guerre civile avant qu'ils ne s'entendent sur leur type d'Union fédérale. Par contre l'Europe est faite de vieilles nations qui entendent le rester, vivre en paix, et qui défendent ce qu'elles croient être leur souveraineté. Ses Etats sont très interdépendants mais il n'y a pas de

véritable *affectio societatis* européen sans lequel la légitimité de l'Union ne peut être acquise.

La méthode fonctionnelle conçue par Jean Monnet était réaliste à l'époque. On a pu monter d'un cran les transferts de souveraineté quand les circonstances se présentaient, sans que les populations l'aient elles-mêmes véritablement décidé. Ça ne marche plus. Elles veulent pouvoir vérifier leur adhésion, et le repli l'emportera si on ne leur propose pas une refondation.

De facto l'Union est composée de deux cercles – EU 19, EU 28 – ; ces cercles se chevauchent et Schengen fait l'objet d'un accord spécifique. Les failles et les tensions augmentent au sein de chaque cercle et entre eux, les ajustements de circonstance ne satisfont pas.

Il est impératif de consolider l'Eurozone et des voix s'élèvent pour la constituer en « noyau dur », voire même en Union politique de ses membres. Ce serait reprendre l'ambition fédérale d'origine dans ce cercle. Mais là encore on ne voit pas qu'il faut d'abord s'accorder sur la solidarité dans cette zone alors qu'au contraire, de profondes asymétries et divergences séparent l'Allemagne et la France et celles-ci des autres membres. D'autre part il ne faut pas oublier que le grand marché fonctionne à 28. On ne va pas faire un marché unique de l'Eurozone. Par contre, Brexit or not, la conscience politique doit fortement progresser pour relancer l'intégration du grand marché, et revoir ses conditions pour forger une stratégie industrielle et des biens publics européens. Enfin, si Schengen est suspendu durablement, la liberté de circulation serait remise en cause, alors que c'est une fondation essentielle de la Communauté.

Tout ceci plaide pour une refondation visant à retrouver une synergie d'action commune dans les grands domaines prioritaires et vitaux pour toute l'Europe. Instituer la différenciation de l'Union, c'est reconnaître que les solidarités ne sont pas acceptées de la même façon par tous. Je propose trois cercles et non pas deux : celui des membres de l'euro, celui de toute l'Union, et celui des

« voisins », c'est-à-dire des pays proches par l'histoire et la géographie. Etablir une coordination entre eux est indispensable. Aujourd'hui tout est en tension, plus qu'une « coordination » bureaucratique, c'est une synergie qu'il faudra obtenir. Cela suppose de comprendre ce qu'est l'Europe d'aujourd'hui avant d'instituer un nouveau cadre nécessaire à sa vie et à son rôle dans le nouveau monde.

Dans l'Union monétaire, les Etats partagent plus qu'un instrument d'échange, un lien d'appartenance très fort mais ambivalent : il peut diviser autant qu'unir. Actuellement c'est la fragmentation qui gagne et la polarisation est grande entre les créanciers et les débiteurs. Les mesures « non conventionnelles » de la Banque centrale européenne arrivent à leurs limites, elles peuvent même être contre-productives ; quant à la coordination des politiques budgétaires, elle se fait à l'échelle des 28 et c'est un échafaudage complexe et inefficace. Il faut créer une solidarité reposant sur un gouvernement en charge d'une politique macro-économique avec une capacité budgétaire pour l'action contra-cyclique et l'investissement. Les membres de cette zone doivent pouvoir décider ces changements sans être entravés par les autres.

Le deuxième cercle est celui du droit commun et du grand marché. Il fixe la place de l'Union dans le monde, donc il est pertinent aussi pour la sécurité-défense et l'action extérieure. Sa relation entre lui et le premier cercle appelle une cohérence conçue dans l'intérêt mutuel. L'Europe a choisi de s'inscrire délibérément dans le processus de mondialisation. Il n'est pas question de remettre en question un choix « libéral », mais de le gérer tout autrement puisque les failles et inégalités de la globalisation financière et les menaces géopolitiques engendrent crise après crise. Le grand marché est le socle d'échanges fondés sur le principe des libertés de circulation mais il n'est pas accepté ni acceptable en l'état. C'est évident pour le « marché » du travail, d'ailleurs mal dénommé parce que le travail n'est pas une simple marchandise. C'est vrai aussi pour l'entreprise, qui devrait être définie comme une association d'hommes et de femmes libres qui

créent de la valeur ajoutée disponible pour le développement de la société, et non pas un simple portefeuille de titres de propriété du capital.

Vingt ans après son lancement, le « marché unique » est fragmenté, inachevé, instable, donc mal construit. La « *concurrence libre et non faussée* » a été érigée en valeur commune. Concurrence, souligne Olivier Fréget, veut dire courir ensemble. Il faut gérer les rivalités entre les acteurs sur un *level playing field*, mais la coopération et l'association n'ont jamais été sollicitées. La politique de concurrence de l'Union n'a été conçue que pour ouvrir les marchés nationaux et supprimer les frontières. Qui plus est la contestation démocratique est difficile quand la Commission est juge et partie, fixe les règles, prend les décisions et s'auto-évalue (positivement bien sûr). Il faut ouvrir tous les chantiers du partage de biens communs en Europe.

D'autre part, la compatibilité entre les droits sociaux nationaux et les règles du marché est l'objet de contestations récurrentes, qui ne peuvent être réglées au forceps par le juge des droits fondamentaux. Il faut reconnaître que l'Union ne sera pas un Etat-providence, mais qu'elle peut inciter les politiques sociales à évoluer pour mieux conjuguer l'exigence d'une économie plus productive et celle de sociétés plus inclusives. L'Union devra être un catalyseur de ces changements et développer ses propres programmes. Ceci n'est pas possible sans assumer *des solidarités humaines et productives*, concept à élaborer dans la vie et les textes européens.

Nous avons été trop peu nombreux à militer pour des biens *communs transeuropéens* dans des domaines fondamentaux comme l'éducation et l'information, le transport et l'énergie. On nous a accusés de ré-inventer la roue, et pourtant ! Toute puissance économique, toute société a besoin de biens communs, non pas contre le marché, mais en imbrication avec lui. Par exemple l'Union tente d'élaborer une « stratégie énergétique », mais ça n'en est pas une. Son modèle de marché est inefficace (le prix de l'électricité est ultra court-termiste et volatil), et l'on ne tient pas compte des différences structurelles profondes entre

les Etats-membres. S'agissant de l'information - ce bien commun par excellence disait Thomas Jefferson -, l'Europe est le plus grand marché de consommation de services en ligne. Mais ce sont les géants américains qui captent et traitent les données que nous consommons, et les « valorisent » en fonction de leurs intérêts. Nous laissons faire au nom de la neutralité du net, mais ces géants ne sont pas neutres ! L'asymétrie de capacité stratégique et d'action entre eux et nous est dramatique. Les Etats-nations n'offrent pas l'espace pertinent pour définir le bien public de l'information et choisir les infrastructures immatérielles et les modalités de l'économie collaborative. Mais l'Europe, oui. A elle de valoriser des projets de civilisation et d'industrie, de créer une synergie entre le public et le privé, à même de répondre à un intérêt européen et bien au-delà.

Reconnaître et instituer un troisième cercle ne souffre pas non plus de retard. C'est le moment d'avancer le concept d'Etats associés et de le proposer à des pays européens voisins, avec qui nous avons une histoire et souvent une culture communes, mais dont nous sommes séparés. Des « politiques de voisinage » de l'Union existent mais elles sont en ruines alors que les conflits montent en puissance. Chris Patten a souligné que la perspective d'adhésion a été la meilleure réussite de l'Union européenne en matière de politique extérieure. Elle demeure attractive et ne doit pas être refermée, mais sans attendre et dans des domaines comme l'énergie, la sécurité, l'immigration, l'éducation, ces voisins devraient pouvoir devenir des partenaires de l'Union. Si leurs Etats étaient associés, nous pourrions aligner des intérêts, mutualiser des ressources, bâtir des passerelles. La Turquie négocie l'entrée dans le deuxième cercle ; on pourrait proposer à l'Ukraine, la Géorgie, et à des pays d'Afrique du Nord le statut d'Etats associés. Tirons aussi les leçons des échecs des tentatives visant à créer une Union pour la Méditerranée : elle a été instituée par voie intergouvernementale entre des Etats qui ne s'entendent pas du tout, il faut commencer par réunir des sociétés civiles autour de projets communs.

Cela étant, il faut des options pour gérer la cohérence et la synergie entre

ces trois cercles. J'en esquisse une : dans les grands domaines d'action prioritaire (éducation et travail, innovation et compétitivité, sécurité et défense, migrations, politique macroéconomique de la zone euro), l'Union européenne devra créer des ministères, et avec le président de la Commission les ministres formeront un mini-gouvernement. Leur légitimité pourrait reposer sur l'élection par un Congrès d'élus nationaux et européens.

Le Conseil européen confierait des mandats à ces ministres en votant à la majorité qualifiée. La création de ce Conseil a eu lieu dans les années 1970, et l'on voit bien que dans le contexte de la crise il acquiert un rôle majeur. Mais si la responsabilité des Etats est plus visible, la légitimité n'est pas évidente : produits d'élections nationales et responsables des programmes nationaux, les chefs d'Etat ne sont pas réellement capables de porter l'intérêt commun de l'Europe. Le Conseil devrait pouvoir être censuré par le Parlement.

Mais parallèlement le rôle d'autorité morale et publique de la Commission doit être restauré, en établissant sa collégialité politique et en le distinguant de la fonction administrative. Il lui faut à cet effet une capacité de prospective et de stratégie (elle en est dépourvue aujourd'hui), travaillant en relation avec une pluralité d'autres structures formant un réseau européen privé et public de haut niveau. L'agenda stratégique de l'Union pourrait alors être visible et contrôlé dans un espace public européen de communication, ceci est demandé de longue date par Jürgen Habermas. J'ai fait maintes propositions en ce sens, en particulier la réunion d'une conférence annuelle sur les politiques de l'Union qui serait préparée dans chaque pays membre.

Quant au Parlement européen, il a gagné en légitimité, bien que les élections européennes soient l'objet de désaffection et que la coopération avec les parlements nationaux soit très faible. Une synchronisation des élections nationales et européennes, l'émergence d'une société civile européenne et de mouvements et partis transnationaux, sont nécessaires.

Une Communauté de l'éducation, du travail et de la création

L'éducation a commencé par la circulation des maîtres et des étudiants en Europe, avant d'être engoncée dans l'Etat-nation. Dante Alighieri et Thomas More en avaient une haute ambition. Pour Comenius « *il est impossible de trouver quelqu'un qui n'ait aucun talent, qui ne puisse pas être éduqué* », et selon lui, l'acquisition de plusieurs langues était la règle. Beaucoup plus tard, dans l'université de Karl Jaspers à Heidelberg, des maîtres et des élèves obsédés par la recherche de la vérité, s'approprièrent ces valeurs et s'ouvraient à l'économie et au monde. Aujourd'hui, sauf dans des lieux d'excellence, les systèmes scolaires de l'Etat-nation ne forment plus de citoyens du monde. Ils gèrent des programmes concoctés par des élites statufiées et corporatisées destinés aux cerveaux des jeunes. Ceux-ci se rebiffent quand le savoir n'est pas associé à la connaissance de soi, des autres, de l'entreprise et de la vie sociale. L'école ne forme plus de Sujets pleinement capables d'autonomie et d'implication en société.

Eduquer, c'est rencontrer l'autre, c'est aussi réinventer l'homme à l'heure de la révolution informationnelle. Le numérique est un langage et un territoire, nous dit Clara Giaccardi : un langage commun à l'homme et à la machine, un territoire de vie commune sur le réseau immatériel. Quel impact cela produit sur l'identité âme-esprit-corps ? Toute négligence est inacceptable. Bernard Stiegler considère que dans les conditions actuelles le numérique détruit les savoirs et nous ne savons pas transformer les données en savoirs. Et quelle nouvelle sociabilité allons-nous construire ? Les défis anthropologiques sont aussi économiques. Tous les industriels européens alertent sur la carence du « capital humain » : manque massif de compétences essentielles et de formation des maîtres et des cadres. Il ne suffit pas d'installer des ordinateurs dans les écoles. Et carence aussi de l'éducation du public : les « consommateurs » en ligne cherchent des solutions pour leur vie quotidienne, ils ne sont pas tournés vers la formation de projets collectifs.

Les jeunes n'acquerront pas une conscience européenne si l'on ne crée pas

une Europe de l'éducation. Dès le primaire, des échanges systématiques de maîtres et d'élèves devraient être organisés. Le multilinguisme, la formation d'une mémoire commune de l'histoire, l'envie de connaître autrui jailliront de ces échanges. Il faut des investissements massifs pour développer l'offre de formation professionnelle et continue, extrêmement faible en Europe, et donner substance et moyens à l'objectif de l'apprentissage pour tous. Des programmes et cursus européens, mis en place sur des réseaux d'Universités et des infrastructures immatérielles et mobilisant des fonds d'investissement, sont indispensables. On en prend conscience : à l'initiative de l'Association européenne des investisseurs de long terme, Philippe Maystadt et Romano Prodi dirigent une task force sur le financement des infrastructures sociales.

L'éducation ne doit pas avoir de frontières. Ainsi, Emmanuel Wallon, professeur à l'Université Paris-Ouest, propose d'établir par ce canal un lien direct entre la jeunesse syrienne et nous. Il appelle l'Europe à dispenser la formation initiale et la formation professionnelle dans les camps de réfugiés : « *A ceux qui prônent la non-ingérence là-bas et l'état d'urgence permanent ici, opposons les ressources de l'intelligence* ». En Afrique, où un secteur privé et des partenariats public-privé pour la formation se mettent en place, l'Europe pourrait être un partenaire sans égal pour le développement du capital humain.

Dans une mutation de la vie active, la formation deviendra une dimension intégrale du travail. Chacun devra pouvoir renouveler sa qualification pour créer et entreprendre. L'implication des entreprises et leur partenariat avec les établissements scolaires seront requis. L'Europe jouera un rôle catalyseur et incitatif.

Le défi de l'articulation de la formation et de l'emploi sera alors posé de façon radicalement nouvelle. On voit commencer une transformation des métiers sans précédent depuis la première révolution industrielle, il y a donc un formidable problème de gestion des transitions professionnelles. Carl Benedikt Frey et Michaël Osborne, économistes d'Oxford, prévoient une hécatombe de suppressions d'emplois avec la révolution digitale : près de 50% des emplois qualifiés et

pas seulement non qualifiés seraient détruits aux Etats-Unis ou en Europe, plus encore en Inde, en Chine ou en Afrique. Or les nouveaux modèles d'emploi qui apparaissent sous le vocable de l' « uberisation » sont souvent déstabilisants, et ils précarisent les modèles sécurisés. On évoque une perspective de techno-féodalisme et de sous-emploi massif.

C'est un risque, non une certitude. La prospective actuelle pour l'Europe extrapole et prévoit l'accélération des tendances actuelles où ces mutations ne sont pas gérées. Toutes les activités, toutes les entreprises sont et seront plus encore attaquées par la digitalisation et beaucoup seront détruites si l'on ne parvient pas à s'en approprier les opportunités. C'est un défi hyper-industriel que l'Union commence seulement à explorer. Elle a raté la première grande vague du début des années 2000, la deuxième va déferler. Domaine par domaine, on peut redresser la barre, par exemple sur les questions majeures de l'agrégation et du traitement des « données » et de l'intelligence artificielle. Mais encore une fois, c'est impossible sans un développement massif du capital humain et de l'économie collaborative. Aujourd'hui, la segmentation rigide des emplois condamne des masses de gens, le dialogue social est totalement décalé. Le salariat, c'est-à-dire le contrat de travail subordonné, est contradictoire avec la créativité et l'initiative qui sont de plus en plus requises. Des passerelles et des articulations entre salariat, entrepreneuriat et activité associative devront se créer. Chaque individu devra pouvoir trouver son chemin de valorisation dans un cadre collectif diversifié et innovant. Comme le souhaitait la thérapeute et éducatrice italienne Maria Montessori, « *le travail doit être un défi, et le défi un plaisir* ».

Un marché européen du travail attractif pour tous serait le catalyseur de ces mutations. Quelques réseaux d'information et d'échange existent pour faciliter des liens transfrontières entre formation et emploi, tel un réseau d'origine italienne entre les universités et les entreprises, un réseau privé d'origine hollandaise pour la certification des expériences acquises par la mobilité... L'Union doit inciter à les multiplier. Des marchés du travail nationaux cloisonnés ainsi que des

systèmes de valorisation de la formation reposant étroitement sur les diplômes nationaux sont de gros obstacles.

Ceci s'inscrirait dans la formation d'un nouveau régime de croissance. L'Europe est l'espace du monde où l'on a vu éclore « *l'invention de l'invention* », comme l'expose David Landes dans sa grande histoire comparative sur *The wealth and Poverty of nations. Why some are so rich and some are so poor*. C'est ainsi qu'elle a bâti sa puissance. Mais aujourd'hui, il faut ré-inventer l'invention dans un processus d'innovation généralisée : relier la recherche et la formation, l'organisation du travail et de la production, les marchés et les besoins individuels et collectifs, dans des éco-systèmes et des chaînes de création de valeur ajoutée.

Dans leur ouvrage de référence, *The second machine age*, Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee donnent à réfléchir sur les dilemmes que soulève la révolution techno-informatique. Celle-ci est bien autre chose que le remplacement de l'homme par la machine. Certes, elle remplace des fonctions manuelles et intellectuelles – routinières ou non –, en prenant appui sur la puissance des outils et réseaux de stockage et traitement des données. Mais le défi est la complémentarité de l'homme et de la machine, plutôt que la substitution. Il est anthropologique autant qu'économique, et global puisque la révolution digitale et l'internet sont au cœur de la mondialisation et façonnent le marché mondial. Face au défi, les carences cognitives actuelles en matière d'économie sont gravissimes. On parle de croissance avec une large ignorance de ce qu'elle implique, ou bien on se réfugie dans la vague de la « décroissance ».

Deux problèmes cruciaux sont à résoudre, la productivité et la demande, et ils exigent une vision de long terme. On croit que productivité et chômage vont de pair, c'est faux : les gains de productivité sont nécessaires pour dégager les ressources permettant d'investir dans de nouveaux emplois. Robert Gordon pense que la révolution digitale, aujourd'hui en phase de maturation, parvient à un plateau en matière de productivité, tandis que Paul Romer pense au contraire que celle-ci va croître significativement. Elle stagne en Europe depuis 25 ans,

alors que les Américains ont repris leur progression et que d'autres régions du monde avancent. Mais la question de fond est celle-ci : un tout autre type de productivité pourrait émerger, où l'on viserait un meilleur usage du capital matériel et naturel grâce à une révolution de l'éducation et de l'organisation impliquant des investissements massifs en capital humain et le développement de « l'économie collaborative » (co-inventer, co-construire). Corrélativement, la demande pourrait viser la régénération des bases matérielles et de l'environnement de la vie urbaine et rurale, le développement des biens communs. Ceci appelle des investissements d'intérêt public. Nous devons réinventer les conditions collectives du bien-être et ne pas valoriser tout ce que le désir choisit (consommérisme). L'Europe ne sait pas le faire. Elle rêve d'imiter la Silicon Valley sans réussir à dupliquer le modèle et alors qu'il faut inventer le nôtre. Brynjolfsson et McAfee montrent les limites du modèle américain. On observe un décrochage historique non seulement entre les gains de productivité et la création d'emplois, mais aussi et plus encore entre eux et le salaire médian, lequel stagne ou diminue. C'est l'explosion des inégalités : d'un côté des fortunes immenses se font de manière accélérée (« *the winner takes all* »), de l'autre l'exclusion grandit. On tentera de chasser les rentes par voie fiscale, on inventera un « revenu d'existence » comme palliatif, son niveau sera d'autant plus faible que la productivité ne décollera pas.

Le premier prix Nobel d'économie, Jan Tinbergen, écrivait en 1965 : « *inequality is a race between education and technology* ». A méditer : la technologie avance aujourd'hui beaucoup plus vite que l'homme. Et l'on ne peut plus ignorer la montée des risques criminels et systémiques sur l'internet, de même que les menaces pour les libertés associées à la capture et à la concentration des données. Notre culture de la valeur et notre organisation économique et politique sont en cause. La faculté d'autodestruction grandit.

Transformation du rapport public-privé et du capitalisme en Europe

Les crises du système capitaliste globalisé s'accroissent et le système européen

nous expose tout particulièrement à des risques systémiques parce qu'il est non coopératif. Notre taux de croissance potentiel est faible, l'instabilité est grande, l'incertitude, structurelle. La transformation du capitalisme est de nouveau à l'ordre du jour.

A l'époque de l'*Enlightenment*, l'Europe a défini la société civile et son rapport à l'Etat : d'un côté la société dispose de libertés et droits de propriété, de l'autre l'Etat définit l'ordre public et garantit la sécurité. La violence du capitalisme et de ses crises, la paupérisation, ont ensuite généré des luttes sociales et politiques conduisant à recomposer le capitalisme en profondeur au XX^{ème} siècle. Ce fut par une formidable intervention des Etats-nations et par la création des biens publics. La structure du capitalisme devint alors ce qu'avec Paul Boccard nous analysons comme un « capitalisme monopoliste d'Etat », c'est-à-dire une configuration où l'Etat et de grandes firmes coopéraient étroitement pour un développement industriel inscrit sur le territoire national. Ces firmes sont devenues des multinationales, elles se sont émancipées quand les marchés nationaux ont été ouverts et « libéralisés ». L'Etat a alors perdu la maîtrise du territoire national et en Europe il ne peut plus monétiser sa dette. Les multinationales anticipent et investissent en fonction de leurs propres critères de rentabilité ; et dans la finance globalisée, les intérêts du management d'entreprise sont alignés sur ceux des grands investisseurs financiers. Dès lors les multinationales structurent l'économie mondiale, captent les savoirs et les talents. L'intelligence est privée mais monopolisée. Les pouvoirs publics européens sont en grave difficulté quand ils veulent « réguler ».

Avant sa mort, Peter Drucker avait livré un message à méditer : si la grande entreprise du futur n'assume pas un projet de société et ne prend pas forme d'association, elle est condamnée. Association ne doit pas signifier domination : aujourd'hui la masse des PME ont du mal à vivre et à croître. Un mouvement pour la réforme managériale est amorcé avec les indicateurs de responsabilité sociale et environnementale des entreprises et d'investissement socialement

responsable. Des comportements écologiques et sociaux prédateurs sont dissuadés mais « la financiarisation » de l'économie et les exigences de rentabilité financière rapide perdurent.

Dans les années 1990, avec l'industriel Jean Gandois nous voulions promouvoir des concepts d' « *entreprises citoyennes* », d' « *identités d'entreprises européennes* », et établir un « *camp de base* » de l'Europe dans la compétition mondiale. Il faut relancer ces idées et voir plus loin. Il est dramatique de constater la rivalité aggravée et la non coopération entre les grandes firmes européennes s'agissant des investissements d'avenir, et la carence de leurs partenariats extérieurs. Et il ne suffit pas d'imaginer un actionnariat qui associerait toutes les parties prenantes (investisseurs financiers, salariés, usagers...). Il faut encore que la stratégie et les critères de gestion contribuent à engendrer un nouveau régime de croissance. C'est particulièrement nécessaire quand ces firmes sont entrées dans les domaines de biens publics (infrastructures de services matérielles et immatérielles). Encore faut-il que la puissance publique soit capable de définir les objectifs et missions d'intérêt général. Or dans le monde entier la corruption sévit et le combat pour l'endiguer ne fait que commencer. En Europe, les logiques de commande verticale de l'Etat-nation sur l'économie sont dysfonctionnelles. La montée de dettes publiques non soutenables est la rançon d'une sous-efficacité de la dépense publique. Et l'Union en tant que telle n'est pas une puissance publique.

Les biens publics ou « communs » pour Karl Polanyi, c'était travail, terre, et monnaie ; il faut renouveler la liste et notamment y inclure l'information. Les firmes multinationales veulent bien investir dans les « communs » si le public leur garantit la rentabilité. On essaie de construire une valeur publique pour les investissements de long terme en intégrant les « effets externes » sociaux et environnementaux positifs (ou négatifs). Cela est précieux mais ne suffit pas pour définir le partage des coûts, des risques, et des avantages. Et quand il s'agit d'investissements en capital humain dont l'efficacité doit être mesurée en termes de croissance durable (et bien-être), comme la formation, les critères de

rentabilité ne conviennent pas. Il faut inventer une nouvelle métrique des choix publics. C'est ce qu'on a fait au XX^{ème} siècle en créant la comptabilité nationale, sans laquelle les politiques « keynésiennes » n'étaient pas possibles. C'est encore plus nécessaire aujourd'hui mais cela nécessite une forte impulsion politique et des moyens coûteux, or nos dirigeants n'en sont pas conscients.

Entre public et privé, il faut expliciter et gérer les conflits de valeur, puis s'entendre pour partager les missions d'intérêt général. Ceci exige de profondes réformes des deux sphères visant une synergie entre elles, avec la multiplication de formes de partenariat dans tous les domaines de biens publics et dans les écosystèmes d'innovation fondamentaux. C'est la clé d'un nouveau régime de croissance.

Aux Etat-Unis, la synergie est forte entre les grandes entreprises et les Etats, mais la prédominance privée est telle que les conflits d'intérêts et l'argent minent la démocratie. L'Europe ne doit pas copier l'Amérique, mais inventer son propre concept pour une composante économique de la démocratie.

En matière de valorisation des projets (et pas seulement de régulation des marchés), une question fondamentale est celle du ré-encastrement de la monnaie et de la finance dans l'économie. La monnaie est une puissance, démontre Michel Aglietta, elle exprime la valeur des choix et a emprise sur la finance. Aujourd'hui le règne de l'argent est partout dénoncé, mais nier son rôle c'est se duper.

La Banque centrale européenne a joué un rôle majeur pour stabiliser la finance et l'économie. Mais Mario Draghi et Benoît Coeuré connaissent ses limites, ils regrettent publiquement le manque de coopération des Etats et ils dénoncent la fragmentation de l'espace financier européen. Demain la BCE pourrait faire plus. On évoque une politique d' hélicoptère money (donner des chèques aux populations !). Il ne s'agit pas de cela, mais de financer des investissements fondamentaux comme la formation. En profitant des taux d'intérêt actuels très bas voire négatifs, des obligations publiques afférant à ces fonctions pourraient être prises au bilan de la BCE.

D'autre part, la structure du système financier est en cours de mutation. Il y a besoin d'investisseurs qui s'engagent à long terme auprès des entreprises et collectivités porteuses de projets et de réinventer le rapport de l'épargne à l'investissement. Si chaque épargnant pouvait engager son argent au-delà de l'espace national et valoriser son investissement dans toute l'Europe, avec une mutualisation des risques, quel gros progrès ! Assureurs, fonds de pension, fondations qui gèrent l'épargne longue, pourraient acquérir une fonction d'intérêt public européen si les modes adéquats de régulation et d'harmonisation fiscale étaient décidés. D'autre part, répétons-le, dans une Union monétaire aujourd'hui incomplète, il faudra partager les souverainetés afin de conduire une action budgétaire collective agrégée, et créer un Trésor pour la mutualisation des risques et des dettes. Le chemin sera long.

Le budget européen aussi a besoin de ressources propres, sinon ce n'est pas un budget. Avec les efforts pour installer des salaires minima et encadrer les rémunérations excessives, ceci contribuerait à donner un nouveau visage à l'Union. La Commission et le Parlement européen ont relancé le défi de l'harmonisation de la fiscalité des sociétés au niveau de l'EU 28. Transparence, définition commune de l'assiette, principe selon lequel « *toute entreprise multinationale doit payer des impôts dans tous les Etats où elle exerce une activité en proportion de l'importance de celle-ci* », et réexamen du caractère incitatif de l'impôt pour l'investissement humain et productif, ceci changerait le rapport de forces entre les grandes firmes et les Etats.

On peut trouver que la perspective ici esquissée est trop ambitieuse, mais est-ce vraiment le cas ? L'investissement est gravement en retard en Europe et, malgré la reprise en 2016, tout concourt à penser que cette panne du long terme est structurelle. L'investissement est une question décisive qu'on ne résoudra pas sans en faire un choix de société.

Le plan d'investissement européen (dit « Juncker ») signe à cet égard un éveil de conscience du côté de la Commission européenne. Il faut réussir cette étape,

donc déjà viser plus loin. En effet, ce plan ne donne rien pour les investissements en capital humain. L'efficacité des investissements productifs élus n'est pas évidente, faute de stratégie industrielle concertée. Et les régions « périphériques » sont beaucoup moins couvertes que les grands Etats. Dans un système européen durable pour l'investissement, il faudra pouvoir mieux définir et valoriser les projets prioritaires et ajuster la formation des prix sur le grand marché afin qu'il fournisse les bons signaux. Ceci exigera une architecture institutionnelle où l'Union engagera sa responsabilité publique auprès de la Banque européenne d'investissement, et où la synergie et la concertation *bottom-up* des acteurs publics et privés sera beaucoup plus élaborée. Le rôle des banques publiques d'investissement sera déterminant.

Le territoire pertinent pour transformer le capitalisme, c'est l'Europe. Le cadre national n'est plus central. Majoritaire après la guerre, l'investissement d'Etat est aujourd'hui très faible. L'Etat ne sait plus investir, il n'est plus un maître d'œuvre. L'intelligence et la capacité économiques des collectivités territoriales sont concentrées dans quelques métropoles. Des projets d'économie locale et circulaire voient le jour, traduisant une volonté de ré-enracinement des activités qui doit être valorisée. Elle signifie une certaine relocalisation des emplois dans le contexte de la mondialisation, en particulier dans l'énergie, l'agriculture et la ruralité. Pour autant, il faut des réseaux pour relier l'espace local à l'espace environnant. L'Etat et les régions cherchent dans cette perspective à reprendre ou développer une capacité d'action pour les investissements d'avenir.

De façon générale l'Europe est l'espace où les porteurs de projets, petits et grands, pourraient mieux interagir, partager et enrichir leur information, puiser dans un vivier des talents, innover et partager des biens communs. Or, tous les Etats sont rivaux sur le grand marché, et la polarisation industrielle autour de l'Allemagne sur le continent contribue à la désindustrialisation d'autres pays. Dans cette Union, on n'a jamais voulu considérer les effets externes de l'exercice unilatéral de la puissance d'un pays sur les autres. Et quand chaque Etat défend

ses champions, s'il en a, la mise en place d'une stratégie concertée de solidarités humaines et productives n'est pas possible. D'autant plus que les Etats et les institutions financières nationales sont soudés, s'épaulent mutuellement, et là encore les asymétries de puissance sont énormes. La City est le centre financier dominant, y compris avec l'euro ; elle défend systématiquement ses prérogatives. Imagine-t-on à quel point les « petits pays » et leurs entreprises ont du mal à trouver des niches et de meilleurs financements ? Les zones *low cost* sont éphémères, et beaucoup de régions se vident de leurs activités et de leur population. Cette fragmentation est un facteur d'éclatement de l'Eurozone. Si l'Union consolidait sa solidarité intérieure et se dotait d'une stratégie de compétitivité globale, elle pourrait mieux préparer son avenir en devenant partenaire de continents jeunes et géants émergents. Car il est nécessaire de penser aujourd'hui la question de l'investissement de long terme à l'échelle globale, il serait irresponsable de ne pas penser le rôle et la place de l'Europe à ce niveau.

Comment imaginer une variété de capitalismes coopérant dans cette perspective dans le cadre de l'Union ? L'hétérogénéité des cultures et des structures économiques est très grande en Europe, et on ne choisit pas son modèle comme une maison. Il y a une trentaine d'années, l'économiste Michel Albert comparait les modèles français et rhénan, et il préférait le second. En fait il y en a trois. Celui du Royaume-Uni, où la révolution thatchérienne, poursuivie et corrigée par Tony Blair et David Cameron, a rompu avec une économie mixte en voie de sclérose et créé un modèle « néo-libéral ». Il a fait figure de proue en Europe, mais il n'est plus aujourd'hui la référence. L'Allemagne, quant à elle, s'est réinventée dès l'après-guerre en se dotant d'un ciment culturel et juridique très fort et original, l'ordolibéralisme ; mais sa démographie vieillit et elle sous-investit. Une co-détermination entre les travailleurs et les patrons a été organisée en son sein et ce pays est une grande puissance industrielle exportatrice, mais profondément dépendante du marché européen. Or en face d'elle et depuis la chute du gaullisme et de l'économie publique d'Etat, la France cherche en vain un nouveau modèle qui lui redonne un dynamisme.

Ces modèles ne sont nullement coopératifs, c'est un sous-jacent de la crise de l'Union européenne. L'Allemagne fait l'objet de tirs croisés parce qu'elle est le lieu d'une asymétrie de puissance sur le continent ; on lui demande de tirer la demande et de recycler ses excédents commerciaux. Mais nous avons surtout besoin d'une solidarité industrielle et humaine au sein de l'UE, et pourquoi pas au-delà ? Le Royaume-Uni veut rester indépendant et en situation de contrôle sur le devenir politique interne de l'Union, ce qui n'est pas possible s'il la quitte. La France est dans une telle crise intérieure que sa parole et son influence politiques en Europe ont beaucoup baissé. Elle espère toujours un « noyau dur » où elle ait un rôle politique accru. Mais le rapport entre la France et l'Allemagne a beaucoup changé : l'une est faible, l'autre pas. L'industrie allemande est deux à trois fois plus grande que la française, et où sont les coopérations ? Quant aux pays de l'Est et du Sud qui composent aussi notre Europe, ils espèrent autre chose qu'une subordination.

Une Europe ouverte et puissante pour une mondialisation pacifique

Quelle place l'Europe pourrait-elle prendre dans le monde ? Il est particulièrement difficile de répondre, tant nous sommes immergés dans un désordre mondial. Je ne suis pas un spécialiste de géopolitique, j'en ai une expérience partielle, mais je ne peux faire ici l'impasse sur ce défi tant il concerne notre identité. La lecture des ouvrages d'Henry Kissinger m'offre une base de réflexion et de différenciation. J'essaierai de formuler quelques principes.

Comment comprendre le contexte mondial en fonction des préoccupations relatives aux risques et aux conditions de la paix ? La référence du passé, c'est l'ordre « westphalien » d'équilibre des Etats-nations en Europe. Il n'avait pas pour autant réglé les violences intérieures, loin de là, et l'impérialisme, le colonialisme, les ont exportées à l'extérieur. Il y a un peu plus d'un siècle, l'Europe façonnait encore le monde, elle a ensuite démolé « elle-même » cet « ordre » au XX^{ème} siècle. Après la Seconde Guerre mondiale, deux blocs antagoniques se sont formés et entre eux un Tiers Monde. C'est fini : le bloc soviétique a imposé, des

puissances ont émergé, et la distinction entre centre et périphéries n'est plus de mise. Dans *Diplomacy*, Henry Kissinger distinguait en 1994 plusieurs types d'Etats se qualifiant de « nations » : les éclats ethniques des empires en cours de désintégration, les Etats des nations post-coloniales, les Etats-continentes. Il s'interrogeait sur la possibilité d'un équilibre mondial des nations. Vingt ans après, dans *World order*, il constate qu'aucun consensus ne se dégage en ce sens.

On observe de nouvelles configurations régionales associant des protagonistes de forces inégales, mais sans principe d'équilibre global. Chacun de ces protagonistes a une histoire et une culture politique qui lui sont propres, plusieurs ont une ambition de puissance vide de toute valeur (l'Europe n'en a plus, sauf comme « puissance commerciale et normative » - et encore !). Il y a un intérêt fondamental à reconnaître la prégnance et la divergence de ces cultures politiques. Kissinger, pourtant connu comme un maître de la *realpolitik*, prend le plus grand soin à identifier ces spécificités. Et si Huntington a eu tort de parler de guerre de civilisation, comme si ces cultures étaient figées et incompatibles, il y a bien une réalité de choc des cultures, lourde de désunion, sinon de menaces.

Relisons l'historien Fernand Braudel qui écrivait, il y a 60 ans, dans *Grammaire des civilisations* : « Pas de civilisations sans les sociétés qui les portent ». Pour lui on ne peut même pas dissocier « civilisation » de « société » - c'est ce qui l'unit ; et il soulignait que la religion est le plus fort de leur passé et de leur présent. Et « [les sociétés] répugnent généralement à adopter un bien culturel qui mette en question une de leurs structures profondes ». Quand on les y force, violence s'ensuit. Beaucoup l'ont oublié en Europe, acharnés jusqu'il y a peu à projeter leurs propres identités en croyant que les autres nous ressemblent, alors que le relativisme et le nihilisme nous rongent. Ainsi l'Occident a voulu exporter sa valeur « démocratie », alors qu'elle a perdu sa dimension spirituelle et que les valeurs dont elle se recommande sont souvent démenties dans nos actes.

Si la Chine semble aujourd'hui à l'aise avec une conception « westphalienne » de l'ordre mondial (dont elle serait co-leader avec les Etats-Unis), c'est parce qu'elle

dispose d'un Etat très fort. Mais on ne saurait oublier, quand on veut imaginer le long terme, que sa culture est la seule à n'avoir jamais séparé l'homme et le divin, et elle a une tradition ancestrale en matière de souveraineté et de laïcité : « *L'idée confucéenne [conçoit] l'ordre du monde comme une hiérarchie familiale dans laquelle la Chine jouerait le rôle du patriarche* ». Même si elle n'a pas été missionnaire, elle s'est vue comme le sommet d'un ordre structuré verticalement (ce qui qualifie le « *Nous sommes tous frères* » du philosophe Wang Yan Ming !). La Chine a fait des guerres, elle n'aime pas recevoir nos leçons en matière de droits de l'homme et plus généralement ne veut pas se plier à nos normes, sauf quand un compromis est compatible avec sa propre stratégie de développement. Elle s'internationalise en entrant dans un monde qu'elle n'a pas construit. Le marxisme a joué un rôle important dans cette mutation.

L'Asie est très diverse, et après la dynastie des Mongols, elle n'a pas connu d'Empire commun ; son organisation en deux sous-régions n'est pas structurée. L'Inde a porté de longue date un universalisme spirituel et absorbé d'autres cultures dans ses traditions avant de devenir Etat indépendant ; pour elle la rivalité entre Etats est une constante de l'histoire, laquelle est rythmée par des guerres. Le conflit avec le Pakistan, centre de déstabilisation en Asie Centrale, est très grave même si pour le moment il n'a pas dégénéré.

Le foyer de guerre actuel où l'imbrication des dissensions culturelles et politiques est la plus forte est au Moyen-Orient. Dans un débat organisé par l'Institut Diderot, je faisais observer à un intellectuel musulman que dans le combat pour la sécularisation et la laïcité, le christianisme a été obligé de contextualiser ses messages, alors qu'après son âge d'or le monde musulman n'a pas su le faire, ce qui est un handicap grave pour ses réformes. Il m'a répondu : « *[effectivement], la face profane du prophète est un tabou* ». La lecture du grand livre de Maxime Rodinson, *Mahomet*, révèle le Prophète dans son histoire, créant dans un milieu tribal non seulement une religion, mais aussi un Etat, un ordre juridique, une armée. En imposant l'obéissance au modèle

fantasmé des origines, les groupes et dirigeants locaux manipulent les populations confrontées au monde moderne.

Le Califat a été la référence pour la conception de l'Etat, il l'est encore en Iran qui l'associe à une revendication d'universalisme spirituel. Selon l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la République islamique d'Iran, les soulèvements que l'Occident a interprétés en 2011 comme étant des « printemps arabes » pour la démocratie, étaient en fait « un éveil islamique », dans le prolongement de la révolution iranienne de 1979. Il relançait la guerre idéologique en dénonçant « *ceux qui ont serré dans leurs griffes sanglantes l'Orient islamique et non-islamique* », et il prêchait « *l'affranchissement de l'idéologie matérialiste et inique et de l'immoralité qui sont les bases de l'actuelle civilisation occidentale* ». La réalité en Tunisie lui donne tort, et la société iranienne, comme les autres, cherche à s'émanciper, elle aspire à une République démocratique. L'Arabie Saoudite, gardien rigoriste d'un autre intégrisme, et jusqu'ici alliée à l'Occident, est secouée par le besoin de réforme. Ici comme ailleurs des femmes mènent un combat quotidien admirable.

Face aux conséquences négatives de ses interventions, l'Occident est tenté par le repli. Il veut renforcer ses mécanismes de sécurité intérieure contre l'islamisme radical tout en entretenant ses liens avec des Etats dictatoriaux, y compris par des ventes d'armes.

Au contraire, en visant une paix durable, le dialogue et le soutien aux sociétés civiles qui sont en quête d'auto-détermination, ainsi que des relations économiques fondées sur des partenariats pour un développement humain et écologique sont prioritaires. Et cela ne signifie nullement qu'on doive s'exempter d'avancer nos propres vues sur les enjeux de civilisation. Au contraire, le débat devrait être lancé sur les conditions spirituelles, politiques et économiques (par exemple dans le domaine de l'énergie) pour un monde pacifique. Autre chose est « l'éradication » de groupes comme Daech qui sont porteurs d'un totalitarisme politique sous couvert d'une croyance extrémiste. Les premières victimes de ces réseaux sont les musulmans eux-mêmes.

Ces réseaux djihadistes étendent très loin leurs métastases et sont une menace globale. Les reculs territoriaux récents de Daech ne doivent pas masquer leur progression en Afrique, en Asie, en Occident, qui provoque des guerres civiles et pourrait engendrer, par ricochet, une guerre mondiale. Inutile de se voiler la face. Nous ne gagnerons pas cette guerre sans une politique de civilisation.

« *Autri est précieus* », disent les fondateurs d'*United persons for humanness*. Reste à convaincre.

Le combat pour la civilisation ne peut pas se substituer à la *realpolitik*, mais il doit la guider. On ne peut exclure l'intervention armée, mais c'est la diplomatie et l'éducation qu'il faut privilégier. Un dialogue et une négociation sont engagés à Vienne entre les différents protagonistes et puissances en action en Syrie. Ils ne sont pas tous d'accord pour faire de Daech l'ennemi numéro un, et nous ne recomposons pas le Moyen-Orient à notre façon, comme nous l'avons fait de façon désastreuse dans le passé. Une paix durable exigera une entente entre les Etats et les nations de la région, impensable sans le succès de nouveaux démocratiques.

Il faudra conjuguer les dimensions économiques et politiques des réponses aux défis globaux, car la crise de la globalisation s'annonce. Le commerce mondial stagne : l'échec de l'agenda de Doha pour des règles universelles du marché mondial, porté à bout de bras par l'Europe depuis près de 15 ans, est avéré ; les accord bilatéraux n'offrent pas une substitution valable car ils peuvent contribuer à la fragmentation. Si un effort est entrepris pour la supervision financière, il est encore faible, et la guerre des monnaies pointée. L'accord de Paris sur la politique climatique est une prouesse mais les dissensions en matière d'économie politique affectent profondément sa réalisation. La multipolarité est pour le moment plus un danger qu'un progrès ; nombre d'Etats sont dictatoriaux, faibles ou vulnérables ; les inégalités et la corruption engendrent des crises sociales. La coordination s'engage à peine (même si la création du G20 est un progrès), et si le besoin d'une sorte de « gouvernement mondial » est exprimé, il demeure un mythe.

Une stratégie européenne ne peut pas simplement être motivée par la compréhension des risques, elle doit reposer sur une recherche de l'unité dans la diversité mondiale. Le combat pour l'environnement est un potentiel mais sans solidarités il ne peut réussir, et il ne suffit pas : le bien commun déterminant, c'est l'humanité. Il faut aller vers une société-monde avec une conscience commune métissée et une économie globale structurée par des biens publics régionaux et mondiaux.

Les Etats « souverains » ne peuvent pas prétendre servir de base à un équilibre planétaire, mais on doit pouvoir organiser des ordres régionaux et un mode institutionnalisé de coopération à l'échelle mondiale. Règles et partenariats inédits sont requis, qui supposent compréhension et entente mutuelles sur la base de compromis. Les normes de démocratie et les règles de marché ne peuvent être imposées. Chacun choisit son chemin vers la « démocratie ». Il faut certes universaliser des principes comme la liberté d'expression et l'égalité hommes-femmes, mais la forme de « gouvernement représentatif » issu des élections n'est pas l'alpha et l'oméga ; bien autre contraire la participation d'une société civile responsable est décisive. C'est notre combat et la France handicapée par son Etat centralisé n'est pas un modèle sur ce plan (mon ami Michel Rocard en livre une critique historique acérée).

L'Europe en tant qu'Union peut beaucoup. Elle doit faire le choix de la puissance, non plus pour dominer mais pour réunir.

La question de l'immigration est donc un test majeur pour son identité. Au-delà de l'afflux des réfugiés de Syrie, de nouvelles migrations économiques et « climatiques » sont prévisibles pour demain. L'accueil des migrants pourrait être une grande source de dynamisme pour l'avenir. La force des Etats-Unis est d'être une terre d'immigrés, nous pourrions aimer le (re)devenir.

Nos nations ne veulent pas d'une Europe sans frontières, car cela bousculerait nos liens de société intérieurs jusqu'à provoquer le chaos, mais nous devons bâtir des passerelles et des ponts par-dessus les frontières, plutôt que des murs et des

grillages. D'ailleurs ce n'est qu'ainsi que nous pourrions préserver la liberté de circulation en Europe. Les flux de transit humains doivent être cogérés, régulés avec les pays ou régions d'où viennent les migrants, de même qu'ils doivent être partagés au sein de l'Union. Et la régulation intérieure des marchés du travail et de la formation devra aussi intégrer l'immigration en l'associant à des coopérations, à des allers-retours, conçus dans des logiques de co-développement.

Pour ces raisons je pense qu'il est bien, qu'à l'initiative de l'Allemagne, l'Union noue un partenariat avec la Turquie pour cogérer les flux des réfugiés syriens - même si les conditions laissent à désirer. Et il faut aller bien au-delà, associer nos proches voisins à la construction de la place de l'Europe dans le monde. C'est particulièrement vrai pour la Russie et la Turquie, deux grands pays qui sont en Europe, et non pas seulement « dehors ». Nous sommes liés par l'histoire et par des liens profonds d'interdépendance de fait, par exemple pour les migrations, l'énergie et la sécurité, domaines qui doivent être partagés et organisés en relations durables d'intérêt mutuel. La Turquie est dans l'OTAN, c'est une puissance en formation qui se tourne vers l'Europe. La Russie est hors OTAN et redevient une puissance. Avec la Turquie la promesse d'adhésion à long terme ne doit pas être reniée et l'on ne peut plus tergiverser. La Russie, qui redevient forte et veut être respectée, pourrait accepter de devenir un Etat associé, dans un cadre de sécurité et de développement économique paneuropéen.

En Méditerranée et au Proche-Orient, les enjeux de sécurité énergétique et sociale sont inextricablement mêlés et ne connaissent pas de frontières entre eux et nous : Grèce, Bulgarie, Chypre, Turquie, Algérie, Iran, Arabie Saoudite... : tous sont en relation et en conflit d'intérêts. De multiples projets de réseaux existent, beaucoup restent virtuels. Quelle est la stratégie de l'Union ?

L'Afrique est la jeunesse du monde, bientôt la première puissance démographique. L'Occident n'a pas vu ni cherché à connaître l'histoire de l'Afrique d'avant et après les indépendances (en particulier après 1989). L'Union européenne est absente pour ce qui concerne les liens politiques et la sécurité ; au Nord et à

l'Ouest ils sont laissés à la France, qui perd du terrain et sous-investit. L'Afrique renaît, et la question des regards et du respect est essentielle pour la confiance. Le potentiel est immense et l'engagement des femmes en particulier est remarquable. Les Africains ont prouvé leur faculté d'adaptation et d'assimilation des cultures. Nos liens sont historiques, ils parlent nos langues, l'anglais et le français. Mais la déception est grande et les Africains ne sont déjà plus en face à face avec l'Europe. Le moment vient où ils seront un acteur global à part entière. Au plan économique, l'émergence du monde de l'entreprise et des partenariats public-privé est fondamentale. Or l'Union européenne les a poussés vers le commerce mondial en gardant ses avantages verticaux et en fournissant une aide foncièrement inadaptée, sans considérer la nécessité absolue du développement de leurs bases productives. C'est par la voie de l'investissement humain et productif sur ce continent que nous devons maintenant avancer. L'Europe doit inventer un partenariat original pour faciliter leur croissance endogène, complémentaire à celui que la Chine a entrepris avant nous.

A l'échelle mondiale, les deux premières puissances sont actuellement les Etats-Unis et la Chine, l'Europe est en retrait. Kissinger, qui admire encore l'« idéalisme » et l'« exceptionnalisme » des Etats-Unis, reconnaît néanmoins que leur capacité à modeler la planète a diminué et il comprend ainsi l'importance du partenariat euro-atlantique : *« s'ils étaient dissociés de l'Europe dans les domaines de la politique, de l'économie et de la défense, les Etats-Unis ne seraient géopolitiquement qu'une île au large des rives de l'Eurasie, tandis que l'Europe elle-même risquerait de se transformer en appendice des vastes étendues de l'Asie et des Proche et Moyen-Orient ».*

Pour autant, l'Europe n'a pas à faire bloc avec les Etats-Unis, qui d'ailleurs ont perdu leur exemplarité. Nos relations ne sont toujours pas d'égal à égal, et il nous faut impérativement développer nos liens avec d'autres parties du monde. Amis et cousins nous sommes, partenaires parfois, mais l'Europe doit élaborer son autonomie et ses relations extérieures par elle-même.

La Chine mène une stratégie de relations dans toutes les régions du monde. Elle a confiance dans son avenir à long terme et élabore progressivement sa vision. Ainsi elle reconstitue une Route de la Soie en investissant massivement en Asie Centrale, elle prend des positions commerciales en Afrique et à l'Ouest. Le dialogue stratégique entre l'Europe et elle est défaillant, le partenariat n'est pas symétrique. Dans des domaines comme la réhabilitation de l'environnement, nos liens pourraient être beaucoup plus féconds. Nous avons beaucoup à apprendre d'elle, nous devons faciliter sa pleine entrée dans la communauté et les institutions mondiales.

Mais l'Europe est divisée. L'Allemagne polarise et choisit les relations avec la Russie et la Turquie. Les pays « périphériques » de l'Union sont en discordance. Et le Brexit serait une perte majeure pour toute vision géopolitique. Notre diversité pourrait être une force, mais nous en faisons une faiblesse. Vouloir « parler d'une seule voix » est une fiction dans ces conditions, une fiction liée à la croyance qu'une institution centrale résoudrait tous les problèmes. Plutôt qu'une voix unique, c'est la synergie de parole et d'action qu'il faut rechercher, en mettant sur la table les causes des divisions, nos clivages culturels nationaux ; et par le croisement de nos initiatives, les options pour les surmonter. C'est dans cet esprit que j'ai voulu souligner ici l'importance du travail pour partager des valeurs et des relations de coopération à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Europe, dans une perspective d'humanisme et d'association à l'échelle du monde.

CONCLUSION

Au moment de conclure provisoirement, j'esquisse une autocritique. J'ai beaucoup utilisé le « nous » ; parfois il s'agit de personnes avec lesquelles j'ai milité, souvent c'est un « nous » générique. La politique, observe Kant, c'est « *parler au nom de quiconque* ». Le lecteur comprendra que ma critique n'est pas adressée à chacun en particulier. Je n'ai pas pris en compte tout un pan de l'humanisme, « la belle vie » (*the good life*), alors que la légèreté et le rire portent une beauté, celle d'un Rabelais qui s'est opposé à la trop lourde pression de la culpabilité. On excusera mes références multiples aux œuvres d'auteurs : le dialogue mental avec eux est une dimension majeure de ma vie et de mon inspiration. Et je n'ai pas assez mis en évidence tout ce qui germe de fécond aujourd'hui dans les initiatives d'acteurs avec qui je partage tant d'expériences et qui doivent nous inspirer tous.

La trame de cet essai interroge notre capacité de transcendance face à des mutations et des chocs complexes et violents, afin d'accomplir de grandes tâches. Elle implique une représentation du « sacré », une faculté qui selon Harald Wydra

dans *Politics and the Sacred* ne nous a pas quittés, bien que nous soyons certains de son absence. Elle peut procurer une réassurance face à notre insécurité existentielle et renouveler l'espérance.

Nietzsche avait exprimé ce besoin jusqu'à en devenir fou. Quand il écrit « *Dieu est mort* » en 1884, ce n'est pas l'opinion d'un athée, mais le fruit d'un diagnostic clinique qui l'effraie : l'avènement du nihilisme. « *Mais que sont donc encore les églises, sinon les tombes et les monuments funéraires de Dieu ?* ». « *Ne sommes-nous pas forcés de devenir nous-mêmes des dieux pour du moins paraître dignes d'eux ?* ». Il ajoutait : « *il faut du temps à la lumière des astres, il faut du temps aux actes* ». Après avoir sombré dans les abîmes du XX^{ème} siècle, une renaissance de l'Europe de l'esprit est-elle possible ?

Notre sacré depuis plus de deux siècles, c'est le Souverain, incarné dans l'Etat-nation. Il dépérit et je ne crois pas qu'il faille le restaurer dans son Etre. Autant nous devons respecter les traditions et les peuples, autant nous n'avons pas à accepter les carences et les dérives. Un monde de Souverains serait horrible. Dire cela n'est pas tourner le dos à l'auto-détermination des peuples, mais vouloir la civiliser.

Le sacré en gestation aujourd'hui, c'est l'humanité à réconcilier dans sa diversité et sa beauté. La civilisation européenne l'a anticipé par sa vocation universaliste, mais celle-ci a été dévoyée par un exercice de la puissance destructeur et même autodestructeur.

La capacité de respecter, connaître et aimer autrui sera le fondement d'une ré-acculturation des Européens ; et leur force dans la mondialisation, cette révolution qui manque d'âme et de concept, reposera sur le partage des souverainetés. L'injonction que l'Europe fait aux autres d'adopter ses propres valeurs, alors même qu'elles deviennent incantatoires, est en échec. La solution de raison consiste à investir le territoire européen comme pertinent pour déployer nos horizons et nos actes, mais il faut la foi pour guider la raison : le partage des

valeurs est plus fondamental que le repli sur la certitude. Mille raisons existent - mille propositions -, mais il manque l'interrogation éthique et culturelle pour partager. Le monde a besoin de l'Europe, la démission de celle-ci serait une menace pour lui.

L'espace politique doit inciter à cette interrogation, sinon il perd sa substance. La recherche de l'unité circonscrite à l'espace national est un repli identitaire passéiste. La quête de l'unité de l'Europe, qui a traversé notre histoire mais que nous perdons de vue, ouvre au contraire sur l'avenir et le monde. Mais elle n'est pas portée en politique, étant confondue avec la règle et la bureaucratie.

L'idée d'une Union politique différenciée est une proposition, non un devoir imposé. Jadis Churchill et Schuman ont proposé aux Européens, chacun à sa façon, de renouer avec la famille et l'esprit européens. Faire renaissance est crucial aujourd'hui. On veut ou on ne veut pas. Or les dissensions nous étouffent et on les attise – l'enfer, c'est les autres –, et quand nous essayons de forger des projets, nous mesurons les risques avant de voir les opportunités.

Une nouvelle représentation de l'espace et du temps est en jeu. *Association ou barbarie* écrit Edgar Morin. A l'âge où chaque individu veut et peut être valorisé, le peuple et le citoyen national cherchent à se reconstruire. Mais on ne devient pas européen parce qu'un texte l'a écrit. L'Etat fédéral supranational n'est pas l'horizon, mais d'abord une Confédération ou Fédération hybride où les peuples européens eux-mêmes pourront vivre et partager leur diversité et replacer l'Europe dans le nouveau monde.

Le temps nous est compté et l'on craint le pire, une décomposition, une métamorphose à la Kafka où l'on se réveille un matin dans son lit transformé en insecte géant. Il anticipait le cours des choses au XX^{ème} siècle, mais rien n'est encore écrit aujourd'hui pour demain. Ce qui compte, c'est la direction que nous choisissons au présent et la valeur que nous assignons à nos actes. Alors le chemin que nous emprunterons sera mu par une « *vérité-force* », comme disait Gandhi.

L'une après l'autre, les étapes, les corrections de trajectoires, feront appel à la raison, une raison inspirée par la foi (la confiance) en la possibilité d'une humanité réconciliée. « *Only through time, time is conquered* », écrit T.S Eliot. Cet essai m'a permis de mieux comprendre la profondeur de l'observation de Charles Péguy : « *tout commence par la mystique et finit en politique* ».



